Vol 13 # 04 • Du 31 Juillet au 6 Août 2019

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA DDO !



Voir page 3

Les grévistes de la Délégation Départementale de l'Ouest (DDO) occupant le bâtiment de cette Administration pour empêcher tout accès au bureau et au dossier par le gouvernement





ALLIANCE CONTRE-NATURE!



Voir page 3

De gauche à droite : Me Gédéon Jean, René Momplaisir, Frantz Bernard Craan et Jean Bonal Fatal





1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Luckner Elysée Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La banqueroute d'un système !

Par Berthony Dupont

Sans vouloir remonter trop loin dans l'histoire du pays, il faut dire que la domination impérialiste est la conséquence de notre descente en enfer et du sous-développement chronique qui nous ronge. Le pays a été et continue d'être victime d'une guerre d'agression constante et permanente due à une série de facteurs bien orchestrés tels que boycottages, chantages, sabotages, juste pour nous imposer leur système capitaliste et de ruiner par n'importe quel moyen la révolution de 1804 dont la seule existence constituait une menace pour leurs prétentions hégémoniques.

Ce n'est donc pas le fruit du hasard, si présentement le pays agonise et est au bord du gouffre. Si nous sommes aujourd'hui dans cet état de délabrement, c'est que le capitalisme dévorant, symbole de l'obscurantisme et de facteur d'inertie est responsable de notre misère sociale et de notre retard économique.

Pour se rendre compte de l'envergure et de l'intensité de la vague répressive qui déferle sur le pays, il suffit de se référer à l'arbitraire qui règne depuis l'installation de Jovenel Moise au pouvoir dans le but manifeste de continuer l'œuvre de son mentor et prédécesseur du PHTK, Michel Joseph Martelly, à savoir ruiner, humilier et avilir le pays davantage de sorte que l'oligarchie corrompue se perpétue.

C'est le système capitaliste qui est en banqueroute dans le pays entrainant la majorité de la population dans le chômage. Voyez, il ne peut même plus cacher sous des prétextes démocratiques, la réalité infernale, comme il le faisait autrefois. C'est la ligne de la légitimité imposée qui a fait échec. Cette ligne qui a truqué tant et tant d'élections, fomenté des coups d'état. C'est encore cette ligne que défend le Core group attaché aux différentes ambassades occidentales accréditées dans le pays. Cette ligne qui dorénavant ne peut même pas répondre aux salaires de ses travailleurs est arrivée à son paroxysme et doit être combattue avec vigueur et détermination.

Le véritable choix maintenant est entre la continuation catastrophique du système capitaliste qui veut nous faire oublier ses méfaits et l'échec de sa politique de faillite, machiavélique contre les masses populaires et une perspective politique de résistance, de fermeté et de lutte révolutionnaire pour éviter que le peuple ne perde espoir.

Des conditions de formation d'un front uni entre les travailleurs conséquents sont indispensables pour donner plus de cohérence à l'unité de la lutte pour combattre non seulement le régime mais le laboratoire capitaliste de corruption qui le soutient et l'engendre.

Tolérer ce système et ses agents téléguidés de la bourgeoisie compradore qui ont conduit le pays en cet horrible état et se convertissent aujourd'hui en troisième voie pour sauvegarder l'intérêt des impérialistes américains et d'autres puissances de l'Europe Occidentale pour la défense des causes contraires aux aspirations véritables du peuple et pour faire durer l'exploitation et la misère, c'est faire la politique du pire.

L'absence sur le terrain d'un mouvement d'avant-garde sérieux laisse le champ libre et vide à tout et même aux escrocs qui se battent entre eux pour le partage des richesses volées au peuple et osent se présenter en sauveur de la Nation. Dorénavant, ils se battent pour la prise du pouvoir de domination des masses. Il nous faut en tirer les conséquences en tant que leçons inoubliables. Il nous faut combattre et battre à plates coutures cette bourgeoisie qui se métamorphose en opposition et parle au nom du peuple et qui se dit démocrate alors que ses mains sont liées à l'impérialisme américain.

Le peuple n'a t-il pas assez souffert du joug sanguinaire du capitalisme et de ses nantis grands criminels de l'histoire du pays et qui sont les maitres de la contrebande et du trafic illicite à grand échelle ?

Plus que jamais, c'est une nécessité historique et un impératif politique que la lutte de classe aille en s'intensifiant dans tout le pays aussi bien dans les campagnes avec les paysans pauvres que dans les villes pour accentuer de plus en plus la lutte antiféodale et anti-impérialiste de sorte que cette bourgeoisie complice de l'impérialiste finisse comme ses doublures.

Face à la violence qui le menace, face à la coalition des forces impérialistes qui s'organisent dans le pays à travers la bourgeoisie et ses suppôts de la classe moyenne qui se dresse, le peuple dessalinien organisé n'a d'autre alternative que de créer ses propres structures dans une optique socialiste pour le changement afin que son combat se poursuive jusqu'à sa libération totale et la restauration de la dignité haïtienne.

Le présent tableau n'est point la banqueroute du peuple en lutte mais celle du projet américain, du système capitaliste en Haïti !

Alliance contre-nature !



Jovenel Moise et le secteur privé des Affaires



Image de collaboration de classe entre défenseur de droits humains, organisations populaires, patrons exploiteurs et syndicats

Par Thomas Peralte

Un autre courant d'une quelconque opposition vient de proposer un « Cadre d'échange pour une sortie de crise».

Ce qui a réellement retenu notre attention de ce projet, ce n'est pas précisément la proposition en soi comportant 4 grands axes – économique, politique, justice et sécurité publique et social – mais la composition de cette structure formée entre autres du Forum économique du Secteur privé des affaires, des représentants des secteurs syndicaux et ceux des droits humains.

En effet, le lundi 29 juillet 2019, s'alignaient au Ritz Kinam I : le coordonnateur du Forum économique du Secteur privé Frantz Bernard Craan flanqué du syndicaliste bien connu Jean Bonal Fatal, de Me Gédéon Jean, et de René Momplaisir dirigeant d'une organisation dénommée Secteur populaire haïtien qu'on ne doit pas confondre avec le Secteur démocratique et populaire qui lui-même avait proposé « l'Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti »

C'est une offensive nette et claire de la bourgeoisie compradore entamée avec la fameuse « troisième voie » de Réginald Boulos et renforcée par cette proposition née d'une alliance contre nature entre la bourgeoisie pro-impérialiste, certains dirigeants du secteur syndical haïtien et ceux des droits humains. En d'autres termes, la bourgeoisie patripoche sous le leadership des puissances impérialistes essaient par tous les moyens de récupérer la lutte. Elle ne veut plus rester dans l'ombre comme à l'ordinaire, elle passe carrément à l'attaque puisque dans leur objectif les politiciens de droite qu'elle a le coutume d'utiliser en tant que doublure ne font pas recette et ne leur donne pas satisfaction. Ainsi, elle est obligée de se présenter elle-même au front de la lutte contre les masses populaires en utilisant tout ce qu'elle peut manipuler, acheter coopter ou autres.

Alors que René Momplaisir, du secteur populaire, le syndicaliste Jean Bernard Golinsky Fatal, et l'avocat Gédéon Jean responsable du Centre d'Analyse et de Recherche en Droits humains sont pour le départ de Jovenel Moise, pourtant le Forum économique du Secteur privé qui avait contribué à l'avènement du président Jovenel Moise au pouvoir reste prudent et ne s'aligne pas ouvertement sur le départ de son ancien allié. *« Faute d'une masse critique imposante, nous sommes très prudents à propos de la démission du Chef de l'État, Jovenel Moise. Les discussions engagées ne tiennent pas encore compte de l'avis*



Frantz Bernard Craan du Forum économique du secteur privé

des gens hors de la capitale. Il faut également écouter les 60% de la population éloignés pour dégager un consensus » a platement indiqué Frantz Bernard Crann, coordonnateur du Forum économique du Secteur privé. Pour ajouter ensuite : *« Nous ne proposons pas la formule pour obtenir le départ de Jovenel Moise car nous ne détenons pas le consensus nécessaire »,* a implémenté Frantz Bernard Craan. Dans un sens, il ne fait que paraphraser la position de Washington et des autres puissances impérialistes.

Malgré cette contradiction aigue tout le monde a signé le document entre autres :

Pour le secteur syndical : Yvel Admettre, secrétaire général de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé(CTSP) ; Carlo Napoléon, président de la Coordination syndicale haïtienne (CSH) ; Dominique Saint-Eloi, coordonnateur général de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA) et René Prévil Joseph, secrétaire général de la Confédération des travailleurs haïtiens (CTH).

Pour le Forum économique du secteur privé, ont signé : Frantz Bernard Craan, coordonnateur ; Georges B. Sassine, coordonnateur adjoint et président de l'Association des industries d'Haïti ; Geoffrey Handa, trésorier adjoint et président de la Chambre franco-haïtienne de commerce et d'industrie.

Pour le Secteur populaire haïtien ; René Momplaisir, coordonnateur

Pour l'organisation Ensemble contre la corruption Me Gédéon Jean

Et à titre d'observateurs Jocelyne Colas.

On n'a pas vu la signature de Reginald Boulos, membre de ce Forum économique croupion également ancien partenaire de Michel Martelly et de Jovenel Moise; est-ce une stratégie pour confondre les naïfs et les opportunistes à la traine de la bourgeoisie ? Sinon comme l'impérialiste a toujours plusieurs cartes et plusieurs individus dans son arsenal, Boulos maintenant est sans doute converti en bourgeois révolutionnaire pour mieux jouer la carte de la destruction et du pillage du pays.

Solidarité avec les travailleurs de la DDO !





Luc Johnson Julien au cours de son interview avec Haïti Liberté

Jeudi dernier 25 Juillet le journal Haïti Liberté s'est rendu au local de la Délégation Départementale de l'Ouest (*DDO) pour rencontrer les travailleurs en grève et par là les apporter en quelque sorte une solidarité politique. C'est avec amabilité et plaisir, que l'un des travailleurs a répondit à nos questions.*

Haïti-Liberté : Depuis quand manifestez-vous et quelles sont les vraies raisons qui vous ont forcés à entreprendre cette grève ?

Travailleurs : Avant tout, permettez-nous de saluer le journal Haïti Liberté pour cette visite aux employés de la Délégation Départementale de l'Ouest en grève. Cette visite sans doute nous apportera le courage nécessaire dans la bataille que nous menions pour forcer l'Etat haïtien à nous payer nos 24 mois de salaires, maintenant comme nous sommes à la fin du mois de Juillet, on peut dire 25 mois sans nous payer un centime.

L'état voulait nous tuer par la faim, c'est la raison pour laquelle, le régime de Jovenel Moise ne nous a pas payé nos salaires pendant 25 mois. Vingt-cinq mois de souffrance, nous avions des dettes à payer, nos créditeurs nous recherchent partout et nous considèrent comme des malfrats. En fait, nous avions perdu notre crédibilité, notre dignité en tant que personne humaine. Moralement, nous sommes détruits et économiquement dépouillés de tout. Voilà pourquoi depuis le premier juillet un ensemble d'employés ont décidé d'habiter ici en occupant le bureau de la DDO.

Haïti-Liberté : Combien sommes-nous ?

Travailleurs : Nous sommes environ 40 à manifester quotidiennement ainsi mais l'administration contient 74 contractuels et 55 employés.

Aujourd'hui, nous abordons la 5ème phase du mouvement puisque 4 phases sont déjà épuisées. A titre de rappel, la première phase : c'était de prendre le bâtiment en otage, de l'occuper pour empêcher l'accès au bureau et au dossier par le gouvernement.

La deuxième, c'était une semaine de mobilisation et à la fin de la semaine nous avions fait une conférence de presse pour sensibiliser la population et expliquer également l'état de la situation, c'est-à-dire faire un bilan du mouvement. Malheureusement, il n'y a pas eu aucune amélioration. Le bilan reste négatif.

La troisième phase a été la grève de faim de trois de nos camarades. Il s'agissait de Fréderic Widelaire, Ronel Adonis et Pierre Séguy. Nous étions étonnés de constater que L'Etat dans son insouciance, son irresponsabilité voulait bien la mort de ces employés en grève, le régime n'a pas apporté le moindre soutien aux grévistes de la faim, c'est dire qu'il refuse catégoriquement de satisfaire nos revendications. Nous avions également constaté que ce régime est fait de criminel notoire. Nous étions obligés sur la demande des employés de lever cette grève de faim parce la santé des grévistes se détériorait et nous voulons éviter qu'ils ne dégénèrent pas davantage.

La quatrième phase du mouvement est de bloquer la route de Canapé vert ou est situé le bâtiment de la DDO.

L'ironie, alors que nous travaillons pour l'Etat haïtien et d'autres fonctionnaires haut placés au niveau de l'Etat au lieu de solidariser avec notre cause, au lieu de pencher sur nos cas, préfère nous passer en dérision.

Haïti-Liberté : Pouvez-vous citer des noms

Travailleurs : Bien sur, tout récemment Annibal Coffy, chef cabinet du Premier ministre démissionnaire Jean-Michel Lapin il était venu nous voir sur les ordres du Premier ministre Lapin mais pour nous apporter une solution mais pour nous ridiculiser.

Nous continuons encore la 5ème phase, justement nous étions lundi dernier une trentaine à manifester devant le Palais national avec nos pancartes et nos revendications de sorte que le président Jovenel Moise nous voit et il est bien au courant. Nous serions devant le département des Finances le vendredi 26 juillet puisque nos plans sont de manifester devant toutes les instances financières du pays.

Propos de Luc Johnson Julien recueillis par Elysée Luckner Vil.



Certaines revendications des travailleurs





Les travailleurs bloquant la route de Canapé vert



Manif au Champ de mars devant le Palais National

Nomination de Fritz William Michel : Requiem pour la Presse non alignée

Par J. Fatal Piard

Depi w wè konpè makak ofri w yon kout wòch
Ou mèt konnen wòch la gen tan anba pat li lontan.

Pwovèb grann mwen
te renmen anpil



Fritz William Michel

Pour atténuer le scandale national provoqué par ses tweets incendiaires appelant à l'assassinat de tous les journalistes non alignés, Frits William Michel change le nom de son compte. Désormais le premier ministre fraichement mal nommé et qui symbolise déjà la *voyoutokrasi* dans sa version la plus violente et la corruption dans sa version la plus puante s'appelle Garry Gauthier ci-devant Frits William Michel le Lwijanboje du 21ème siècle.

Partant de cette considération selon laquelle tous les voyous légaux qui se ressemblent s'assemblent et se rassemblent ensemble, toute personne détenteur d'un minimum de bon sens ne devrait nullement s'étonner devant le choix rocambolesque par ces temps de crises multisectorielles. En effet, quatre faits saillants viennent de défrayer l'actualité du lundi 22 juillet dernier. Le premier ministre (stupide patenté de son état) qui faisait la garde depuis tantôt 5 longs mois aux anti portes de la primature sans pouvoir y pénétrer le jour s'est enfin rendu compte à quel point il est ridicule à faire peur.

Après s'être couvert d'avanies et de ridicule, il s'est résolu à mettre en application les conseils judicieux de la seule personne lucide de son entourage Arnel Joseph, et s'est en définitif démis de ce poste qu'il n'a jamais occupé vraiment sinon que dans ses fantasmes indécents de mégalomane cyclothymique. La deuxième nouvelle consiste en l'arrestation sur son lit d'hôpital à Bonne Fin d'un des hommes de main officiel du régime au pouvoir que toute l'opinion connait sous le nom d'Arnel Joseph *grenn plen*.

C'est absolument notoire que cet Arnel opérait pour le compte des plus hautes autorités Tèt Kale et alliés qui lui ont fourni des armes de guerre et lui ont conféré les pleins pouvoirs de persécuter de paisibles citoyens notamment les opposants. Assassinats crapuleux, enlèvements en plein jour et séquestrations contre rançons, braquages à visage découvert, viols répétés d'étudiantes, détournements de convois de marchandises, climats permanent d'insécurité et de violence. Tel est le bilan partiel de cette fraction de la caravane de Jovenel Moise dans le cadre de sa mise en œuvre dans le département de l'Ouest. *Ak koumandan Anèl Karavàn nan debake nan Lwès la.*

Et, la coordination de cette stratégie à finalité terrorisante fut confiée au redoutable Arnel Joseph et son équipe de criminels sans foi ni loi. La 3ème nouvelle du lundi 22 juillet ne fut autre que l'interdiction de départ émis à l'encontre de Fednel Monchéry et Joseph Pierre Richard Duplan. Ces deux criminels d'Etat sont respectivement directeur général du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales et Délégué de l'Ouest. Toutes les recommandations émises suite aux enquêtes sur les massacres perpétrés dans les quartiers de La Saline, de Tokyo et de Carrefour Feuilles les ont indexés avec des preuves irréfutables.

Des témoignages poignants ont fait savoir que ces deux larrons impitoyables sont les managers de la grande entreprise de criminelles mises en place par les vampires Tèt Kale pour se perpétuer au pouvoir. La 4ème nouvelle, la pire et la plus effroyable, est bien la catastrophe de l'année 2019. Tenez-vous bien !!! Un certain Fritz William Michel exhumé des égouts de l'anonymat vient d'être nommé premier ministre avec comme unique feuille de route : servir de couverture à la mafia et aussi aux gangsters de PHTK et de Bouclier pour continuer à anéantir Haïti. Le pays déjà exsangue suite à la dilapidation des 4.6 milliards des fonds Petro Caribe dont ce même Fritz William Michel est un complice indiscutable, ne s'attendait pas de sitôt à un tel séisme politico socio économique.

Des flèches contre la presse

Qui se ressemblent se rassemblent et s'assemblent ensemble stipule le vieil adage, car, ce *ti Michel*, un nostalgique des pratiques makouto putschiste et gnbiste, avide de violences inouïes et de sang d'innocents, en 2019 ose encore faire l'apologie des férocités tyranniques des Duvalier. Par le simple fait pour ti Michel de tenter de réhabiliter le plus grand despote de notre histoire prouve qu'il soit capable des pires épouvantes pour se perpétuer au pouvoir et s'enrichir au détriment de ces contribuables appauvris à outrance.

. « Liliane Pierre-Paul et Jean Monard Métellus sont les deux plus grands voyous de la presse haïtienne », Telle est l'une des flèches empoisonnées émanant du laboratoire de haine de Fritz William Michel et lancée à l'endroit des journalistes non alignés. « Rien de bon ne peut venir du PHTK. Donne-moi même une seule personnalité qui soit crédible au sein du PHTK, juste une seule. Ce n'est qu'un réseau de gangs avec statut légal ». Cette affirmation même trop évidente vient des crues de Fanel Delva.

Après que les épigrammes absurdes de ce Fritz William Michel dont certaines datent de 2009 ont été dévoilé publiquement, ses avocats des causes impossibles, notamment Eddy Jackson Alexis, Secrétaire d'Etat à la Communication passé, présent, et futur, font usage de toupets émétiques pour tenter d'y apporter trop tardivement des démentis insensés. En ce sens, le tweet de Nancy Roc résume la perception des manipulateurs Tèt Kale de l'opinion publique haïtienne qu'ils croient pouvoir manœuvrer à leur guise.

« Donc, quelqu'un a usurpé l'identité du PM Fritz W. Michel pendant 10 ans et pendant qu'il travaillait dans l'administration publique de Tèt Kale il ne s'en est jamais aperçu ? *Yo pran nou tout pou analfabèt vre nan pouvwa sa a* ». « La presse haïtienne est un vaste réseau de faussaires, et de socialistes acharnés ». Opinion de cet extrême droite Fritz William Michel des travailleurs de presse. Non satisfait de traiter les éléments non alignés de crétins, et de faussaires, cet apprenti criminel lance un appel public au lynchage et à l'assassinat des journalistes séniors.

Liliane Pierre-Paul, Jean Monard Métellus, Me. Abillard Morin et son *asòs* Osnel Jean-Baptiste, Muraile Jericho, Mérinor, Elia Josué, reporteurs et techniciens de Radio Télé Zénith figurent en tête de liste de ceux à aligner sur le peloton pour être exécutés en plein Champs de Mars de ce ti Michèl sitôt catapulté à la primature. Ti Michèl a toujours été un farouche opposant à la presse dont l'apport inestimable dans le cadre de cette noble lutte des couches opprimées pour la défense de leurs droits fondamentaux n'est plus à faire.

Mais, en dépit du fait que nous sommes en 2019, les médias avant-gardistes ne sont nullement épargnés par le venin hautement toxique des néo Makout Tèt Kale GNB et consorts. De fait, ce tweet du nommé Fritz William Michel ne laisse de place à la moindre équivoque. « Il n'y aura pas de paix pour Haïti ni pour le président Jovenel tant que la Radio ZENITH ne cesse de fonctionner. Pour avoir la paix il y a certains journalistes qui doivent disparaitre. Viv FD » ! Point

suite à la page(18)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Wilhemson RODOLPHE née Josie Michelle GUERRIER d'avec son époux pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabrielpour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé etc…

Il est ordonné etc …

Mozart Tassy, Greffier

Me Jean Berry Dumay Cosmeus, av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur le sieur Guy Benson ST GEORGES, en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi onze mai deux mille dix-sept contre la dame Nicole DORCELUS; admet en conséquence le divorce des époux Guy Benson St Georges d'avec son épouse Nicole DORCELUS pour injures graves et publiques, faits prévu à l'article 217 du code civil haïtien, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, au tort exclusif de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Vilneret GABRIEL.

Rendu de nous, Gerty Léon Alexis, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi quinze juin deux mille dix-huit en présence du substitut commissaire du Gouvernement, Me Amelaide Pascale RAYMOND, faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, Greffier du siège.

Il est ordonné etc

En foi de quoi etc

Ainsi signé

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur le sieur Badly LUBERISSE, en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi dix mai deux mille dix-neuf contre la dame née Isemaëlle DAY; admet en conséquence le divorce des époux Badly LUBERISSE contre son épouse la dame née Isemaëlle DAYpour injures graves et publiques, faits prévu à l'article 217 du code civil haïtien, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, au tort exclusif de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat civil de Port-au-Prince, section Est, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.

Rendu de nous, Jean Osner Petit Papa, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi dix mai deux mille dix-neuf en présence du substitut commissaire du Gouvernement, Me Roger SIMPLICE, faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Ainsi signé : Jean Osner Petit Papa et Jean Serge DUVERT

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions favorables du ministère public, accueille l'action du demandeur le sieur Réginald SAINT JEAN en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi vingt-huit juin deux mille dix neuf contre la dame née Murlande PAUL ; admet qu'en conséquence le divorce des époux Réginald SAINT JEAN contre son épouse la dame née Murlande PAUL pour injures graves et publiques fait prévu à l'article 214 du code civil haitien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; compense les dépens vu la qualité des parties ; commet l'huissier Carltz Edzer REBECCA de ce siège pour la signification du présent.

Il est ordonné

En foi de quoi

Me Gérard C. CHERY, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Publique entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorc de la dame THERMONFILS GOODALL, née Immline CARDICHON d'avec son époux pour injure graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé etc..

Il est ordonné, etc

Mozart Tassy, greffier

Me Jean Berry Dumay Cosmeus, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce du sieur Jean Marthely BEAUBRUN d'avec son épouse née Louise Rosemane DORVILIER pour injures graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification du jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, juge en audience civile, ordinaire et publique et ordinaire du jeudi vingt quatre janvier deux mille dix neuf, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.

Il est ordonné…

En foi de quoi …

Zonbis pris dans les lianes de crises et sorties de crise

Par Fanfan la Tulipe

J'ai *souvemment* entendu ma grand-mère paternelle faire allusion à ce qu'elle désignait par *zonbi pri nan lyann*. En avait-elle jamais vu ? Avait-elle jamais fait l'expérience de quelque mésaventure *zonbite* ? Elle ne m'a jamais fait part, en tout cas, de *zonbitudes* dont elle aurait pu être témoin. Quoiqu'il en soit, ces allusions grand-maternelles se sont greffées sur mon imaginaire à moi et l'imaginaire collectif pour faire du zonbi un homme-fantôme, aphone, bossu, lianes aux pieds, pieds crochus, nez *vwonvon*, visage inexpressif, voix nasillarde, *je koukouy*, bref, un *mòfreze* à faire peur.

La croyance populaire ayant fait du zonbi une sorte de travailleur agricole non rémunéré pris dans les rets d'une servitude imméritée, inattendue, imposée; un défavorisé du sort astreint à un régime sans sel, bourriquant du matin au soir pour quelque grandon cossu, *grassu*, ventru, bourru, je me suis toujours imaginé le zonbi (ma grand-mère aidant) comme un *kokobe doba* qui, mentalement, se voit pris au piège d'une méchanceté sorcellaire, houngantique, diabolique, pris dans les lianes d'un insupportable esclavage et essayant, sans succès de s'en dégager.

Ces considérations *zonbites* m'amènent à une comparaison : la ressemblance frappante entre le zonbi pris dans les lianes d'une servitude qui lui est tombée dessus et le politicien pris dans les lianes *enchevêtrantes*, *enveloppantes*, *engrenageantes* de crises à répétition pour lesquelles il doit accoucher au forceps des propositions de sortie sans originalité, sans vision, sans perspective de changements fondamen-



Soeurette Michel, avocate de profession, détentrice d'une maîtrise en informatique et Justice Criminelle. Elle a une surnaturelle proposition de sortie de crise : « un cri de cœur d'inspiration divine ». Grosse affaire !

taux du système, bref des initiatives mort-nées, de vraies fausses couches de macaque.

Je m'en voudrais de courir le risque d'une énumération des soubresauts épileptiformes de l'opposition et de ses satellites *jakorepèt* ; le faire serait créer ma propre crise. Alors, remontons les Champs Élysées des hoquets, crises et convulsions des *oppositionnels*.

En février 2011, sur proposition du Sénateur Wesner Polycarpe, un groupe de sénateurs propose une résolution de sortie de crise de mauvaise gouvernance de Sweet Micky relative au conflit entre Martelly et le PM Gary Conille, à l'enquête sur la nationalité du président, à l'arrestation du député en fonction Arnel Bélizaire, pour ne citer que ces motifs-là de crise. Elle est truffée de : vu les articles, considérant que, attendu que, condamnons, décidons, signons. Les augustes sénateurs cosignataires se sont donné **«** la mission d'appuyer **toute lutte anti-corruption au sein de l'Etat** haïtien (sic),



Huit parleurs en pile, huit ranceurs, huit bavardeurs qui n'ont été qu'un liliputien G8, une copie rachitique, anémique, squelettique du groupe informel créé à l'initiative de la France en 1975.

d'empêcher la violation de la Constitution et la banalisation des actes qui offensent les valeurs cardinales de vivre ensemble en société.

»Ces parlemen**teurs** concluent « avec l'idée que la paix, la concorde nationale, le dévouement sincère au bien-être du peuple haïtien et la création des conditions pour soustraire les victimes du séisme du 12 janvier sous les tentes, et trouver une solution à la misère, au chômage, constituent des préalables nécessaires au décollage socio-économique de notre chère HAITI. Rien que du parler français, du *bèl franse*, pas un mot des conflits brûlants de classe générateurs de crises après crises. C'était en 2012. Sept ans plus tard, on *crise* toujours, *nèg toujou nan lyann*. Les *propositionneurs-résolutionneurs* vivent bien et «Rome est dans les fers».

Le 24 janvier 2016, une grappe de huit parleurs en pile, huit *ranceurs,* huit *bavardeurs* – un liliputien G8, copie rachitique, anémique, squelettique du groupe informel créé à l'initiative de la France en 1975 pour faire face au premier choc pétrolier – a fait paraître une proposition de sortie de crise bourrée de "considérant que", dont le premier faisait savoir « que le coup d'État avorté par les urnes du Parti Haïtien Tèt-Kale (PHTK) a entraîné une crise politique majeure menaçant de plonger le pays dans l'anarchie sanglante et le chaos généralisé ».

Tant que ça !

La *bavardante* proposition *décrisante* G-huitaine stipule la création d'un gouvernement provisoire dont l'une des attributions sera de « Mettre en place une commission d'enquête **indépendante** composée de cinq membres désignés par des secteurs **crédibles** » dont les tâches seront, entre autres, de : « Combattre la corruption sous toutes ses formes (sic) …Poursuivre, dans le respect de la loi, les corrompus (resic)… » N'est-ce pas Sonson la Familia ? N'est-ce pas Gwo Soso ? N'est-ce pas Titin ? N'est-ce pas Laurent Lamothe ? Depuis, il y a eu le *déplotonnement* de PetroCaribe, les virevoltes oratoires de 'l'ingénieur', non, du président, *epi epi, anyen*.

Une alumna de l'UEH, Soeurette Michel, avocate de profession, détentrice d'une maîtrise en informatique et Justice Criminelle, LLM* en Droit Humain International, se demandait au début de 2016 : « Pourquoi des propositions de sortie de « crise ? » Elle y répond en quelque sorte sous forme de question : « À mon avis, cette situation [le cafouillage électoral du 25 novembre 2015] est une simple plaisanterie. Vraiment, l'on se demande **pourquoi faire des propositions** et à qui doivent- elles être adressées? »

Et d'enchaîner : « Quand je serai certaine que toutes les propositions qui ont été faites sont prises en considération, je ferai valoir les miennes pour une sortie de crise durable…(sic). Il faudra y faire attention, parce que dès le début de son texte, elle a avisé : « J'ai aussi une proposition qui est un cri de cœur d'**inspiration divine** » (resic).Vite, les *propositionneurs-résolutionneurs*, allons-y, faisons le plein de résolutions, car la diseuse (de bonne aventure), la *divineuse*, la devineuse Soeurette a hâte de sortir le pays de l'abîme, car nous ne saurions aller de bim en bim, de banm en banm et de boum en boum. Boum !!! Bravo Soeurette, ma petite sœur !

Le 14 août 2018, le cinéaste Gilbert Mirambeau lançait, avec bonheur, le mouvement PetroCaribe Challenge dans lequel allaient s'engouffrer nombre de poursuiveurs des Petrodécherpilleurs. Parmi ceux-là, *Nou p ap dòmi* et *Nou p ap konplis* se sont révélés des "ultravocaux" de l'impétueux courant anti-Petrovakabon, plus combatifs, plus à l'écoute des sentiments et revendications des masses. Comme ils aimeraient que Frankétienne les rejoigne dans son *ultravocalité* originelle, en toute *spiraliture* avec les masses et pour les masses.

En fait**,** *Petrocaribe Challenge* est un mouvement qui a le mérite d'être le catalyseur d'une certaine forme d'engagement social et politique des membres de la population **à tous les niveaux**. De fait, le questionnaire publié en ligne « Nous restons vigilants » élaboré par le collectif *Nou pap dòmi* et qui appelle tous les citoyens haïtiens à participer collectivement à la réflexion sur une sortie de crise et une possible transition politique est une démarche jeune, neuve, inclusive, novatrice, dynamique, stimulante, démocratique, aux antipodes des concepteurs de l'« Alternative consensuelle ». Réussiront-ils jamais ? On verra bien.

Le 20 novembre 2018, *L'Observatoire de la Jeunesse Haïtienne*, qui, à travers son puissant télescope de jouvence et d'*adultance* a découvert de traînantes luminosités dans le ciel des propositions, soit « certaines structures de la Société Civile, non impliquées dans la crise (sic) ». Ergo, il s'est autoproclamé « l'une des rares forces pouvant inviter et initier un dialogue franc (resic) entre les principaux protagonistes », et a présenté, lui aussi (pourquoi pas ?) sa proposition de sortie de crise. Je vous fais grâce des platitudes, blablatudes, parlatudes, écritudes, répétitudes qui y fourmillent. Toutefois comme je suis un *liseur entre les lignes*, j'ai longtemps cherché, fouillé. Pas un mot de Jovenel. Brrrr !

Valéry Numa, dont Soeurette Michel se dit être l'amie, est un journaliste hautement calibré et qui n'est pas du tout du genre tonitruant, SCOOPant, a fait appel en novembre 2018, à l'élite intellectuelle et a présenté sa proposition de « SORTIE DE CRISE **RÉALISTE** ET SANS VIOLENCES ». Valéry n'est pas du genre *weywey*. Il n'y a pas d' «attendu que», pas de queue de cheval, ni queue de macaque, et surtout pas de queue de poisson.

Mais le « réalisme » de l'ami Vava ne tient pas du tout du merveilleux de Jacques Alexis ou de Carpentier, il tient plutôt du scabreux, du raboteux, du rocailleux puisque la première *rocaille*, la première épine de la proposition est d'une assommante «VIOLENCE» : « Jovenel Moise reste au pouvoir». Oui, la racaille morale Jovenel reste au pouvoir. La deuxième épine concerne « Les Petro Challengers (à **identifier et désigner**) [qui] mènent l'enquête de proximité sur les nouveaux membres du gouvernement ». Je ne m'y suis pas vraiment frotté, mais je me suis quand même piqué.

Entre les lignes il faut lire que les Petro Challengers déjà en lice, ceux-là mêmes qui ont amorcé le *barevòlè* justicier ne sont peut-être pas assez « sûrs », ne sont pas tout à fait sur les mêmes longueurs d'onde que les politiciens traditionnels plus conciliants, plus *équilibrants*, plus *dialoguants*, plus *acceptants*. Mais l'ami Vava ne recule pas devant les contradictions.

Ainsi, il faudra « Initier les démarches **correctes** en vue de la tenue du procès Petro Caribe » pour juger les présumés voleurs déjà bien 'identifiés' et 'désignés', tandis que le petrocaribéen *number one* « reste au pouvoir » pendant les 18 à 24 longs mois nécessaires aux « élections générales anticipées ». *Koubabit* ! Non, Vava, je ne crois pas que Soeurette ait avalé cette *couleuvrante* contradiction de gaieté de cœur. Pour ma part, Valéry, je n'ai certainement pas eu un « cri de cœur d'inspiration divine », mais vous avez failli me causer une **crise**… de cœur. *Mèsi frè m*.

En 2019, *se lekòl lage*, les enfers sont déchaînés. Les propositions de sortie de crise n'ont pas arrêté de se succéder, mais contrairement au jour, elles se ressemblent toutes. C'est vraiment la nuit des entrées et sorties de proposition. Il y a eu, au tout début de janvier, KOZEREN, KOZELESTONMAK, KOZEKÈ, KOZE JE, JEWÈBOUCHPE, JEDRENDREN qui se sont abouchés avec CEDÈK, KWÈK, KWÈDÈK et d'autres AKRÈK pour le Forum préalable au « pacte de gouvernabilité » de l'honorable Céant que le manœuvrier Gary Bodeau coula puisque le notaire de Bourdon n'avait pas bien en main le gouvernail de la Primature. Une *kwèdèktude* de plus, un emmerdeur en moins pour Jovenel. Une *lyanance* qui n'en finit pas.

À la mi janvier, le grand manœuvrier des coulisses, Reginald Boulos, alias Bouboul Delimat, s'amenait en *madigra malmaske*, en *pavillon masqué*, avec sa proposition de sortie de crise sous couverture de « **troisième voie** consistant à définir les besoins fondamentaux de la population en matière de santé, d'éducation et d'emplois [et qui] englobe la modernisation de la fonction publique et la sécurité en vue de favoriser les investissements privés ». *Ou tande bèf…*

Ah ! La politique Délimartienne, ce n'est certes pas celle de la terre dont parlait feu le sénateur Louis Déjoie, mais c'est encore "la seule, la vraie". *Requiescat Luigi in pace* ! *Viva Delimarta in investimenta privata* ! Mais n'oublions pas, Bouboul peut garder jusqu'à cinquante fers au feu, ergo il demande au président de la République de déclarer une « transition » qui va durer trois ans (*woy* !) et dont le président inculpé, les parlementaires croupions, la formation ministérielle croupionne, les *sousou* croupions, les gangs *madichon*, les Petrosiphonneurs *ranyon* vont devoir bénéficier.

Au mois de février, Fondation Secours Gaël Painson (FSGP) constate avec « une profonde amertume » la situation inédite [du]pays … deux camps qui s'affrontent mortellement (sic) pour quelque raison que ce soit (resic), les luttes intestines [intestinales ?] et fratricides [qui] rongent déjà le tissu social de notre pays… » ; en clair, un pays de rongeurs, de rats, de *rat*, *ratkay, ratpay, ratdokale* et *kokorat* à cravate. Le Secours Gaëlien en appelle à une « journée de trêve [de prières aussi ?].

Pour en garantir un *trêvant* succès (sic), la FSGP demande: « au Président de la République d'Haïti, de déclarer, à partir de cette journée, l'Etat d'Urgence Général sur le territoire (resic)… ». *Se vre m pa lapriyè*, mais je prendrais encore ma chance avec Notre Dame du Perpétuel Secours. Oui, le mal existe, mais le bien existe aussi. Au secours ! Notre Dame, manman, *ban mwen mwayen pou m bwè ti gwòg mwen*, « SANS VIOLENCES».

Vers la fin de juin, les *ranceurs-propositionneurs-résolutionneurs,* par le truchement d'une frange de l'opposition, plaident en faveur d'une « Alternative consensuelle pour une refondation d'Haïti », pendant une période de transition (juin 2019 - février 2022), en fait une fumisterie, une *vagabonderie*, une cocasserie, une *faribolerie*, une *foutaiserie*, une *boulshiterie* à nulle autre pareille.

Sauf pour « La démission du président Jovenel Moïse, indexé dans le Petroscandale de corruption, relatif à la dilapidation présumée des fonds PetroCaribe, [qui] constitue un passage obligé pour résoudre la crise actuelle », rien de neuf par rapport aux autre propositions : du pareil au même, du *pase-pran-m-je*-passerai-te-chercher. Le droit aux masses de s'exprimer librement sans craindre la répression policière? Le corset impérialiste ? La chape impérialiste ? *Abitan plante mayi l, se pou gwo batiman* ? Connais pas, on en parlera après les élections, quand chacun se sera casé. Ne forçons pas la nature…

La vraie dernière-née des acteurs



Réginald Boulos, alias Bouboul Delimat, s'est amené en pavillon masqué avec sa proposition de sortie de crise sous couverture de « troisième voie ».

politiques et tireurs de ficelle (dans l'ombre) est sans aucun doute – au moment où j'écris – le jaillissement des secteurs privé des affaires, syndical, des droits humains et des organisations populaires, leur accouchement dans la douleur de plusieurs « axes d'intervention » (de grands mots pour tuer les petits chiens). J'ai été fasciné, personnellement, par cette *axale* affirmation : « engager la rupture avec le système actuel » assurément l'ennemi avéré des classes dominées. Et sur quel système va déboucher cette *rupturance* ? Un système zonbi ?

Demandez à Boulos. Il a tout prévu : le secteurs privé des affaires qui va inonder le marché de travail ; des syndicats agressifs et honnêtes qui vont défendre les salaires des travailleurs ; les droits humains (entendez au logement, à la santé, à l'éducation) qui seront garantis, avez-vous entendu, RNDDH ?; et puis comme les organisations populaires vont soutenir les droits des masses, et satisfaire leurs revendications avant même qu'elles n'éclosent, *enben, sa rele sosyalis*… Excusez, je n'ai pas le sang tout à fait *konminis*…

Après avoir côtoyé, dans plusieurs paragraphes, des diseurs de douteuses aventures, des parleurs dyòl-alèlè, des haut-parleurs égrillards, des bas-parleurs inaudibles, je viens d'avoir un « cri de cœur » d'inspiration angélique, archangélique, séraphinique, chérubinique, oh ! J'allais dire *divinique*. Je m'en suis bien gardé.

Mais, *pou dat m ap ekri nan jounal*, n'ai-je pas droit aussi à un « cri de cœur » ? La semaine prochaine je vous livre donc mon cœur et son cri de proposition de sortie de crise, la meilleure d'ailleurs. Imaginez : *avèk yon grenn sèl Desalin, m pa nan lyann ankò…*

30 juillet 2019

* LLM, ou Master of Law, est un diplôme d'origine anglo-saxonne, reconnu comme le diplôme d'excellence en droit.

Komemorasyon masak peyizan Janrabèl yo!

Temwayaj òganizasyon tèt kole ti peyizan ayisyen sou zak sasinay sou plis pase 139 ti peyizan Nòdwès espesyalman komin Janrabèl ak Mawotyè nan lane 1987

Jou ki te madi 23 jiyè 2019 la, yon dat ki make 32 lane depi lafanmi Poitvien, Luca ak konplisite Leta ayisyen sasinen yon gwoup ti peyizan ki t ap revandike dwa yo nan komin Janrabèl ak Mayotyè. Tèt kole ti peyizan ayisyen (TK), kontinye renouvle angajman l kòm estriki k ap pote revandikasyon mas popilè a espesyalman nan milye peyizan an, te reyini nan dat sa nan komin Pòdpè lokal lise Tètilyen Gilbo a, pou yon jounen refleksyon anba tèm : sansibilizasyon pou konstwi memwa viktim masak 23 jiyè 1987 yo.

Pandan jounen refleksyon sa Rosnel Jan Batis, kòdonatè egzekitif òganizasyon tèt kole ti peyizan ayisyen te gade kesyon lajistis peyi nou Ayiti, etan yon pouvwa endepandan ki la pou





Manif nan Janrabèl pou komemore masak peyizan yo



Rosnel Jan Batis, kòdonatè egzekitif òganizasyon tèt kole ti peyizan ayisyen

tabli jistis pou moun ki bezwen jwenn jistis. Okontrè pouvwa egzekitif la itilize pouvwa jidisyè a kòm maryonèt pou fè represyon ak kòripsyon sou do mas popilè a. Malgre divès rapò sòti epi montre aklè enplikasyon yon seri gwo potanta nan masak Jan Rabèl la, lajistis pa janm leve yon ti dwèt anfavè viktim yo.

Nan lane 1999 aprè yon tantativ ansyen prezidan Rene Preval ki te rive mete anba kòd kèk asasen ki te enplike nan masak 23 jiyè 87 la. Kèlke mwa yo pral libere yo san jijman. Selon temwayaj kòdonatè tèt kole ti peyizan ayisyen an, Pouvwa PHTK ki gen manm li Stanley Luca ki tranpe nan masak sa, pa gen okenn enterè pou fanmi ti peyizan yo jwenn jistis ak reparasyon. Sou baz sa tèt kole ti peyizan ayisyen mande pou pisans enperyalis yo ak Kò Gwoup sispann kenbe Jovnel Moyiz sou pouvwa a.

Jounen jodia malgre pouvwa PHTK a ak Jovnèl Moyiz enplike nan kesyon kòripsyon ak sasinay nan Lasalin, lajistis bèbè li pakab di yon mo sou sa.

Nan refleksyon sa, kòdonatè òganizasyon tèt kole ti peyizan ayisyen, te mande sipò chak peyizan ak senpatizan ti peyizan yo nan nivo nasyonal ak entènasyonal kole zepòl pou mete kanpe yon sant nati nan Janrabèl. Pou kontinye gade memwa viktim masak 23 jiyè 87 la. Tèt kole ti peyizan ayisyen pale sou kesyon lwa nasyonzini pibliye nan lane 2018 sou kesyon dwa ti peyizan yo genyen nan sa pou wè ak latè.

Tèt kole ti peyizan ayisyen te pale sou gaspiyaj lajan petwokaribe, kote yon gwoup jèn te kòmanse mobilizasyon sa sou rezo sosyal yo. Kèlke mwa aprè pral pran beton pou mande Jovnel Moyiz kite pouvwa a, paske li enplike nan kesyon vòlè lajan leta selon rapò Lakousiperyèdèkont lan.

Tout swit aprè reflekesyon an, plizyè dizèn manifestan te pran lari direksyon pakè Nòdwès, ministè travo piblik ak ministè agrikilti pou te fè pase revandikasyon yo. Nan kad manifestasyon sa, manifestan yo te lanse anpil pawòl piman bouk kont pouvwa a, tankou : yo pran gang Anèl se Jovnèl Moyiz ki rete, mare Jovnel, mare Mateli

Elysée Luckner VIL

KAKOSAL

1492 vyen wa Fèdinan
Yon vye wa san manman
Yon vye wa san nannan
Voye yon Kolon aganman
Depatcha zantray Manman
Depatcha zatray bwè tout san
Sou lòd kretyen ak loksidan
Sou lòd kretyen san manman

1915 yannki zantray kayiman
Voye yannki vin galgari san
Vin sasinen matris Mayanma
Vin filange sou dan devan
Chalmay yon gason konbatan
Batravil gason byen vanyan
Ak makòn Kako byen djougan
Ki gen kouray kanpe annavan
Kare batay nan dengonn okipan
Kare batay kont malfèktè blan

2019 sou po lonbrik Ayiti
Resto Sola yon blan salopri
Restan blan espayòl simagri
Restan kolon nanm pouriti
Vin pyafe okabine epi pipi
Nan batwèl machwè yon peyi
Pou enjenyè maton nan manti
Pase senk gwo lane pe toupizi
Yon pèp zòt pran pou pil vivi
Legliz di l ret tann retou Jezi
Mennen y al penpennen a midi
Sou Channmas nan mitan paradi

J. Fatal Piard
30 jiyè 2019

Ayiti : 104 lane anba okipasyon meriken

Jou samdi kite 27 jiyè 2019 la yon gwo rasanbleman te fèt nan lokal Biwo avoka entènasyonal yo. Rasanbleman sa a se te yon okazyon pou chak moun te bay opinion yo sou jan peyi ap trennen, ap mal mache sou direksyon prezidan mantè Jovenel Moïse.

Depi nan kanpay li l ap fè pèp la pwomès ki pa janm respekte pou jis jounen jodi a tout sa l te pwomèt pèp la se lekontrè ak sa l te di yo li kontinye ap fè.

Eske se sa okipasyon kite pou nou : Fatra toupatou monte pil sou pil nan kat kwen peyi a, tout tou rego yo fin bouche, lè lapli tonbe menm Ayeyopò anvayi ak dlo. Nan kapital la menm, lè w pase pòtay Leyogàn zòn Matisan se fatra ak dlo sal k ap fè moun deklarasyon.

104 lane depi Ayiti anba okipasyon meriken, pa gen anyen ki



Mèt Mario Joseph



Asistans lan nan Biwo avoka entènasyonal yo

chanje, yo madichonnen nou, yo fè vyolans seksyèl sou fi ak gason granmoun kou timoun piti. Yo lage epidemi kolera sou nou.

Omaj, Chapo ba pou Charlemagne Peralte yon militan ki te soti Plato Santral, li pat dakò meriken yo okipe peyi l, yo te sasine l premye novanm 1919.

Mèt Mario Joseph te pran lapawòl pou l denonse 104 lane enjerans Etazini sou peyi a. li te deklare : « Demen dimanch lan ap fè 104 lane depi meriken yo te vin bwote tout richès Ayiti, fò k nou voye enkilpe a ale pou n koupe fache ak enjerans lan »

Bissainthe Anneseau

Procès Petrocaribe est-ce une démagogie ?


Jean Max Bellerive

Par Isabelle L. Papillon


Laurent Salvador Lamothe visitant la prison civile de la Croix des Bouquets

L'exécutif haïtien sous le gouvernement Moise/Céant avait le 4 février dernier déposé au Parquet de Port-au-Prince une plainte contre les dilapidateurs présumés cités dans le rapport partiel de la Cour supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA) sur l'audit des fonds PetroCaribe. C'est à la suite de cette plainte que le Commissaire du Gouvernement Me Paul Eronce Villard, dans une conférence de presse le mercredi 13 mars avait annoncé : « j'ai rédigé et transféré au juge Ramoncite Accimé mon réquisitoire et le dossier PetroCaribe» pour l'instruction de l'affaire.

Certes, à partir du réquisitoire, le juge Accimé a entamé son instruction de l'Affaire PetroCaribe sur les accusations de corruption, concussion, blanchiment des avoirs et détournement de fonds, tels que figurant dans la plainte déposée par l'État via la DGI et commencé à auditionner les présumés dilapidateurs indexés dans les rapports.

Ainsi le juge instructeur a émis des mandats de comparution à l'encontre de plusieurs anciens officiels soupçonnés d'implication dans la mauvaise gestion de ces fonds et dont les noms ont été clairement cités dans le rapport de la Cour supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA). Rappelons-les : Laurent Salvador Lamothe, Stéphanie Balmyr Villedouin, Yves Germain Joseph et Jacques Rousseau, Wilson Laleau, ex-ministre de l'économie et des finances, Mairie Carmelle Jean-Marie et Jean Max Bellerive.

Ce dernier fut le premier invité pour une audition en date du 19 juillet. Lui qui se dit être partisan de la lutte pour la reddition de comptes et soutenir la lutte que mène la population. Il avait également indiqué à la presse qu'« Avec mon Cabinet d'avocats je travaille sur chacun des reproches ou accusations qui me sont faits afin d'assurer ma défense ». A la grande surprise de plus d'un, l'ancien Premier Ministre de René Préval n'a pas répondu à la convocation du juge instructeur Ramoncite Accimé le vendredi 19 juillet 2019. Il a été représenté par son avocat Jean Joseph Exumé qui a dans une requête au magistrat sollicité un report de l'audience.

Le pire c'est qu'aucun des convoqués ne s'est présenté devant le juge instructeur, sauf l'ex-ministre de la planification et de la coopération externe Yves Germain Joseph qui doit se présenter au carré du magistrat, le 31 juillet, l'ex-ministre du tourisme Stéphanie Balmyr Villedrouin, le 5 août, alors que l'ex-titulaire du ministère des travaux publics transport et communication Jacques Rousseau doit, lui, se rendre au cabinet d'instruction, le 7 aout 2019 prochain.

Wilson Laleau et Marie Carmelle Jean Marie qui devraient comparaître le 25 juillet 2019 ne l'ont pas fait, tout comme Laurent Salvador Lamothe qui avait rendez-vous le 29 juillet. Ses avocats dans une requête au juge instructeur Ramoncite Accimé, ont indiqué qu'il était retenu ailleurs par des obligations professionnelles.

Jusqu'à présent aucune audition dans l'affaire Pétrocaribe n'a eu lieu. Est-ce la preuve de ce qu'avait indiqué Pierre Esperance, à savoir que «Les mandats de comparution émis à l'encontre de 7 anciens hauts dignitaires de l'État, relèvent de la pure démagogie »

Dans la même veine, l'avocat Jacceus Joseph qualifie les actions du juge Ramoncite Accimé « de petites manœuvres qui n'aboutiront à rien ».

André Michel pour sa part avait conclu que : « la démarche du juge Accimé n'est qu'un trompe-l'œil pour essayer de casser la mobilisation exigeant la démission de Jovenel Moïse en cours dans le pays … »

A ce compte, le peuple doit se mobiliser davantage pour forcer les responsables de la justice haïtienne à prendre leurs responsabilités et que des mandats d'amener soient émis le plus vite possible pour éviter toute sorte de dilatoire dans ce dossier brûlant.

Des retombées du massacre à la Saline !


Fednel Monchéry directeur du ministère de l'intérieur et Joseph Pierre Richard Duplan, délégué départemental de l'Ouest


L'ex député de Delmas-Tabarre, Arnel Belizaire

Par Marie Laurette Numa

Dans le cadre du dossier relatif au massacre criminel de la Saline, le juge d'instruction Chavannes Etienne a ordonné le lundi 22 juillet au directeur général de l'immigration et de l'émigration, Cianciulli Joseph, de veiller par toutes les voies aérienne, maritime et terrestre à ce que certaines autorités ne laissent pas le pays.

Ainsi le juge a émis un ordre d'interdiction de départ contre les nommés Fednel Monchéry directeur du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales et Joseph Pierre Richard Duplan, délégué départemental de l'Ouest. Ces deux présumés assassins ne doivent pas laisser le territoire haïtien puisque le rapport de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) concernant les violences mortelles perpétrées contre la population misérable de cette zone populaire au mois de novembre 2018, sollicite que des mandats d'amener doivent être émis contre eux dans le cadre de cette tuerie.

Par ailleurs et toujours dans ce même dossier du massacre de La Saline, l'ex député de Delmas-Tabarre, Arnel Belizaire est attendu à titre de témoin au cabinet d'instruction le 31 juillet 2019 à 11 heures du matin. L'ex-parlementaire en a été informé dans une correspondance datée du 29 juillet 2019, du juge d'instruction Chavannes Etienne.

La population doit rester vigilante pour que le processus entamé ne soit pas un énième scénario théâtral pour continuer la politique d'impunité.

Les employés de l'IHSI en grève !

Par Elysée Luckner Vil





Des employés de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) en grève

La demande d'un bon nombre d'employés de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) adressée, dans une lettre-pétition, aux autorités concernées pour réclamer une augmentation de salaires, est restée sans aucune réponse. Au contraire, juste après une rencontre avec les dirigeants, les patrons ont opté de réduire les salaires au cours du mois de septembre à moitié au lieu de l'augmenter.

Voilà pourquoi, les travailleurs ont décidé le lundi 29 juillet 2019 d'arrêter de travailler et de lancer une grève pour forcer les dirigeants à prendre cas de leurs revendications d'ajustement de salaire et de meilleures conditions de travail.

Au moment où les grévistes rencontraient Haïti Liberté vers les 12:30 PM, le mardi 30 juillet, une rafale de tirs sans arrêt a été entendue aux alentours du bâtiment, ce qui en quelque sorte a perturbé la rencontre et créé une grande panique jusqu'à ce que tout le monde fut obligé de se mettre à couvert.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce sujet avec les déclarations des employés.

Lapin jette l'éponge, Fritz W. Michel entame son chemin de croix !

Après quatre mois jour pour jour, soit du 21 mars 2019 au 22 juillet 2019, Jean Michel Lapin jette l'éponge. Face à la résistance d'une opposition ultra minoritaire au Sénat de la République, le Premier ministre par intérim puis nommé n'a pu être ratifié. Il a dû donner sa démission au Président de la République, Jovenel Moïse, après quatre mois de blocage. L'histoire retiendra que jamais Jean Michel Lapin, ministre de la Culture et de la Communication n'a pu présenter sa Déclaration de politique générale au Parlement. De fait, il n'a jamais pu accéder constitutionnellement au poste de chef de gouvernement d'Haïti. Cet échec de la ratification de Jean Michel Lapin au Sénat de la République est une petite victoire pour celui à qui il devrait succéder à la Primature, le siège du gouvernement haïtien, le Notaire Jean Henry Céant « viré » quatre mois plus tôt de la Villa d'Accueil, par la Chambre des députés dans des conditions humiliantes.

Toujours en difficulté politique et archi-impopulaire dans l'opinion, le chef de l'Etat, Jovenel Moïse, a dû contraindre celui qu'il avait désigné pour remplacer Céant d'abandonner lui aussi son poste. Ainsi, après maintes résistances et la mort dans l'âme, Lapin a vu son étoile s'éteindre sans même avoir eu le temps de briller de tout son éclat. Jamais Jean Michel Lapin ne pardonnera aux quatre sénateurs qui l'ont mis en échec au Sénat. Mais, on se souviendra aussi que le Président de la République n'avait pas fait ce qu'il fallait politiquement pour qu'il gagne son bras de fer face aux quatre sénateurs radicaux qui ont préféré détruire la salle de séance du Sénat au lieu de laisser la séance de ratification se dérouler. Entre-temps, selon le Palais national, des pourparlers avaient été entrepris avec l'opposition modérée et des personnalités indépendantes dans le cadre d'un dialogue inter-haïtien en vue de former un gouvernement de cohabitation avec l'espoir de trouver une solution à la crise. Mais ces démarches, semble-t-il, n'ont rien donné.

L'opposition et les personnalités visées pour rejoindre le nouveau gouvernement ont toutes décliné l'offre du Président Jovenel Moïse. Devant cette impasse politique et institutionnelle, Jean Michel Lapin s'est retiré sur la pointe des pieds et a permis au chef de l'Etat de nommer son quatrième Premier ministre après un peu plus de deux ans de mandat. Ainsi, dans la foulée de la démission de Jean Michel Lapin, le lundi 22 juillet 2019, le pays apprend qu'un nouveau outsider, un ancien haut fonctionnaire de 38 ans mais totalement inconnu du monde de la politique et du grand public, a été nommé Premier ministre. Il se nomme Fritz William Michel (FWM). Mais, dès le dimanche 21 juillet, la rumeur allait bon train sur l'éventualité de la démission du PM Lapin sous la pression du gouvernement américain qui pousse la présidence à sortir du piège dans lequel il s'est enfermé. Si une liste de noms des personnalités pressenties pour succéder à Jean Michel Lapin était en circulation, le nom de Fritz William Michel ne figurait nulle part.

Mais les choses allaient se passer très vite. Dans la soirée du dimanche, à peine rentré d'un voyage à l'étranger, le Président du Sénat, Dr Carl Murat Cantave a fait un détour à la résidence privée du chef de l'Etat à Pellerin 5, à Pétion-Ville, pour une première consultation sur le nom d'un remplaçant à Jean Michel Lapin. Celui de la Chambre des députés, l'élu de Delmas Gary Bodeau qui semble être le maître d'œuvre de toute cette affaire, était déjà dans la confidence. On dit même que ce jeune promu, FWM, un proche de la mouvance du PHTK, le parti de l'ancien Président Michel Martelly, est l'un de ses protégés. C'est lui qui aurait proposé son nom au Président Jovenel Moïse. En tout cas, le lundi 22, tôt dans la matinée, la démission de Lapin avait été acceptée par le chef de l'Etat. Ce que celui-ci a confirmé dans un tweet. Pour la galerie, mais aussi par souci de donner un cadre constitutionnel à l'affaire, les Présidents des deux branches du Parlement ont été reçus au Palais national par le Président de la République pour être consultés officiellement sur les noms des personnalités susceptibles d'obtenir une majorité de voix dans les deux assemblées.



Le nouveau Premier ministre nommé Fritz W. Michel

Au cours de la journée du lundi 22 juillet 2019, la nomination du citoyen Fritz William Michel a été officialisée par la présidence. Le temps que l'opposition et le public se demandent qui il est ce Fritz William Michel et d'où il vient, c'est le cabinet ministériel qui a été annoncé le mardi 23 juillet. Un Cabinet mixte et paritaire. Il est composé de dix-huit (18) personnalités, 9 femmes et 9 hommes en grande partie inconnus de la population. Les observateurs ont constaté une première concession du Président Jovenel Moïse qui a peut-être compris que son entêtement à reconduire quelques ministres de l'ancien cabinet de Jean Henry Céant dans celui de Jean Michel Lapin avait en quelque sorte suscité davantage d'animosité des sénateurs de l'opposition, ce qui a signé son échec. Si le nouveau cabinet proposé comporte un ou deux vieux de la vielle du monde socioculturel, il semble que le nouveau Premier ministre nommé veut mettre toutes les chances de son côté pour pouvoir affronter le Parlement, en particulier la Chambre des députés qui aura la préséance de l'accueillir en premier.

En effet, après les trois échecs successifs et les péripéties de Jean Michel Lapin au Sénat, ce sont les députés qui auront la primeur de recevoir l'énoncé de la Déclaration de politique générale de son successeur. D'ailleurs, dès la formation du gouvernement connue, c'est-à-dire le mardi 23 juillet, le Secrétariat général de la Chambre basse a écrit au nouveau titulaire de la Primature l'invitant à venir faire dès que possible la déposition de ses pièces prouvant qu'il est apte à prendre les commandes des affaires de la République en tant que Premier ministre après, bien entendu, la séance de ratification de sa Déclaration de politique générale. Sitôt dit sitôt fait. Une rapidité suscitant quelques interrogations des uns et des autres sur une sorte de complicité des acteurs qui semblent jouer dans cette affaire une comédie préparée à l'avance quand on connaît la lenteur de l'administration publique haïtienne. Démission du PM Lapin lundi 22. Son remplaçant est connu quelques heures après. S'ensuit la formation du cabinet dès mardi 23 ; alors que ces deux démarches pouvaient prendre des semaines voire des mois. C'est comme si tout était préparé dans le plus grand secret.

Mieux, dès le mercredi 24 juillet, le Premier ministre Fritz William Michel était déjà au Parlement pour effectuer les démarches nécessaires relatives au processus de la séance de sa ratification. Ce qui surprend dans cette précipitation, c'est le nombre de documents que l'intéressé devait produire à la Chambre des députés. Il semble que c'est le Secrétariat général qui énumère le nombre exact des papiers à fournir pour vérification. Ce mercredi 24 juillet 2019, on découvre avec curiosité que parmi tous les documents sollicités, le Secrétariat de la Chambre des députés avait oublié de mentionner l'une des pièces maîtresses pour la vérification de la citoyenneté du Premier ministre nommé : son passeport en cours de validité et ceux déjà périmés. Un exemple parmi d'autres démontrant que Fritz William Michel jouit un à priori positif au sein du Parlement, en tout cas auprès des amis de Gary Bodeau, l'homme fort du moment de la Chambre basse. Rendez-vous avait été pris pour le mercredi 24 juillet vers 11 heures pour le dépôt des papiers du récipiendaire.

Finalement, Fritz William Michel s'est présenté en compagnie de ses Conseillers aux environs de 15 heures au bureau du Secrétariat général de la Chambre des députés. C'est Caleb Desrameaux, le Vice-Président de cette assemblée, en l'absence du maitre des lieux, et le Secrétaire général qui l'ont reçu où il a déballé un nombre impressionnant de documents soit 21 pièces administratives sans les passeports qui ne faisaient pas partie des documents exigés. Ce qui attire l'attention, c'est l'obtention de tous ces documents dans un temps record. En l'espace de 48 heures, Fritz William Michel a pu obtenir tous ces documents qui, en temps normal, pourraient prendre au moins un mois et encore avec des relations dans l'administration publique pour être obtenus. Tout s'est passé comme si tous les documents étaient déjà préparés en attente d'utilisation.

Si tout le processus et les formalités ont été accomplis en l'espace de 72 heures, c'est-à-dire de sa nomination au dépôt de ses pièces d'identité, les réactions et les ennuis pour le nouveau locataire de la Villa d'Accueil ont débuté aussitôt. Pour commencer, les réactions à la nomination de Fritz William Michel ne se sont pas fait attendre auprès de l'opposition en général. Ce sont les quatre sénateurs de l'opposition radicale, ceux qui ont fait capoter les trois séances de ratification de Jean Michel Lapin qui étaient les premiers à monter aux créneaux. En bloc, Antonio Cheramy dit Don Kato (Vérité), Ricard Pierre (Pitit Dessalines), Nenel Cassy (Fanmi Lavalas) et Evalière Beauplan (Pont) ont annoncé la couleur en désapprouvant la nomination de Fritz William Michel. En fait, ce n'est point la personne de celui-ci qui pose problème aux quatre sénateurs radicaux. Ils s'opposent en réalité à la démarche du Président Jovenel Moïse de choisir un nouveau Premier ministre alors qu'eux réclament la démission du chef de l'Etat. D'ailleurs, ils estiment inconcevable que l'opposition fasse partie du prochain gouvernement même si Fritz William Michel arrive à se faire ratifier, ce qui est loin d'être certain.

Certes, les chances de FWM à la Chambre des députés sont beaucoup plus grandes. Certainement, il devrait compter sur l'influence du Président Gary Bodeau pour attirer le vote de la majorité des députés PHTK et alliés lors de la séance de ratification si les députés de l'opposition laissent le processus arriver jusqu'à ce point. En tout cas, les sénateurs de l'opposition ne semblent pas prêts à laisser faire. Ils menacent de rééditer leur exploit en empêchant par tous les moyens la tenue d'une séance de ratification au Sénat. Sauf si d'ici là les choses évoluent politiquement. Dans une lettre datée du jeudi 25 juillet adressée à Carl Murat Cantave, le Président du Sénat, le Groupe des 4 (G4) exprime son étonnement en écrivant : « nous avons appris avec stupéfaction que sans consultation préalable des différentes tendances au Sénat, vous avez, avec M. Jovenel Moïse et le Président de la Chambre des députés, décidé de choisir un nouveau Premier Ministre […]. Il est incompréhensible qu'au lieu d'adresser avec les autres forces vives de la Nation ses revendications, vous vous êtes livré, au cours de ces machinations, à un partage de pouvoirs qui, de toute évidence, n'est pas dans l'intérêt du peuple […] ».

Ce courrier est le signe avant coureur démontrant que les 4 sénateurs radicaux n'ont pas dit leurs derniers mots dans leur bras de fer engagé avec le pouvoir. Surtout, ils peuvent compter sur des alliés au Sénat qui marquent de plus en plus leur opposition avec Jovenel Moïse. C'est le cas de Youri Latortue de AAA (Artibonit An Aksyon) pour qui la nomination de Fritz William Michel ne veut rien dire ; puisque c'est la démission de Jovenel Moïse qui est nommément cité dans le Rapport de la Cour des Comptes dans le dossier de PetroCaribe qu'il attend. Le sénateur de l'Artibonite qualifie la nouvelle équipe gouvernementale de « Gouvernement de facto ». Outre les sénateurs de l'opposition, leurs collègues de la Chambre des députés ne sont pas en reste. Eux non plus n'entendent pas laisser Gary Bodeau mener seul le dossier de Fritz William Michel. Si possible, ils feront tout pour bloquer sa ratification au Parlement.



Jean Michel Lapin s'est retiré sur la pointe des pieds

Du député de Mirebalais, Abel Descollines passé depuis dans l'opposition, à Joseph Manès Louis, élu de Cabaret ou de Déus Déronneth, député de Marigot, tous ne jurent que par la mise en accusation du Président de la République pour sa participation présumée dans le détournement des fonds PetroCaribe. Ils estiment qu'aucune séance de ratification de Déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre ne pourra avoir lieu tant que le chef de l'Etat n'aura pas été mis en accusation, tout au moins de l'intégrer dans l'ordre du jour. D'ailleurs, un de leurs collègues, Printemps Bélizaire député de la 3e circonscription de Port-au-Prince, croit que la plupart des ministres du nouveau cabinet viennent du Parti du Président ou de ses alliés. Dans ce cas, Printemps Bélizaire qualifie le gouvernement de Fritz William Michel de « Provocation ».

Le député Déus Déronneth va même à souligner une sorte de coïncidence entre la démission de Jean Michel Lapin, l'arrivée de Fritz William Michel et… l'arrestation de l'ennemi public numéro Un, le chef de gang Arnel Joseph. Même dans le rang de l'opposition modérée, le nouveau chef de la Primature ne fait pas recette. Pour Edmonde Supplice Beauzile, chef du Parti des sociaux démocrates (Fusion) : il ne faut rien attendre de ce nouveau cabinet. Edmonde Supplice Beauzile considère que l'obstacle c'est Jovenel Moïse. Du coup, elle exige sa démission. Si l'opposition commence à baliser le terrain et mettre en place sa stratégie pour barrer la route à Fritz William Michel, celui-ci se voit confronté à un nouveau problème venant des Réseaux sociaux, plus exactement de son supposé compte Twitter sur lequel il aurait dit tout le mal qu'il pense de l'opposition, de certains journalistes, de la presse haïtienne et déclaré sa flamme pour les leaders extrémistes mondiaux. Dans plusieurs des tweets qu'il aurait postés du mois d'avril 2019 jusqu'à sa nomination à la Primature, Fritz William Michel s'en prend à l'opposition haïtienne qui d'après lui « Est composée de malfrats, de voyous, d'intimidateurs et de hors la loi… ».

De même que « La presse haïtienne est un vaste repère de voyous et de bandits… ». A en croire les tweets qui sont censés lui appartenir, il a horreur des pauvres qui, d'après lui, sont responsables de leur sort ; puisque « La majorité des pauvres du monde sont des irresponsables et sont victimes d'eux-mêmes ou de leur communauté ». Ce qui sera peut-être le chef de gouvernement haïtien chargé justement d'améliorer le quotidien des laissés-pour-compte de son pays ne les aime vraiment pas. Puisqu'il est plutôt du côté des plus riches, tout au moins n'aime pas les gens qui manifestent en revendiquant un changement pour leur condition de vie. C'est ainsi que Fritz William Michel s'en prend vertement aux « Gilets jaunes » en France qui, d'après sa compréhension de la lutte des classes « Sont des gens très dangereux ». Pour le coup, le Premier ministre de Jovenel Moïse a oublié de dire que ces « Gilets jaunes » sont des emmerdeurs. Naturellement, le nouveau locataire de la Villa d'Accueil a horreur du socialisme et de la gauche en général autant dire qu'il ne vit que pour l'impérialisme et le système capitalisme.

Pour Fritz William Michel, les Donald Trump, le Président des Etats-Unis, les Juan Guaido qui a tenté de renverser le gouvernement légitime du Venezuela, Nicolas Maduro, sont des héros qu'il faut soutenir sans réserve. Il clame haut et fort : « Monsieur Trump vous êtes un grand Américain ; vous êtes le meilleur ». Enfin, dans cette longue liste de cet hymne à la gloire de tout ce que l'humanité compte de régimes de droite et de leaders politiques racistes et extrémistes voire de tendance fasciste, Fritz William Michel avoue son amour pour une Marine Le Pen en France en criant un grand « Cocorico madame Marine Le Pen, vous êtes la meilleure !». Si tout ce qu'on a pu lire sur les réseaux sociaux et le Compte Twitter du N° 2 du pouvoir exécutif haïtien est vraiment de lui, les Haïtiens et la classe la plus pauvre de ce pays en particulier n'ont qu'à bien se tenir s'il franchit le cap du Parlement dans les jours à venir. Car, en dépit des tentatives de démentie entreprises par une armada de communicants en Haïti et surtout aux Etats-Unis pour soi-disant laver l'honneur de Fritz William Michel, il y a de quoi s'interroger sur la vision et la conception démocratique de ce jeune loup pour qui, les journalistes et les opposants au régime Tèt Kale ne sont que des « voyous ».

Dans sa longue plage de littérature virtuelle, on peut lire une prose de Fritz William Michel à propos de l'opposition et de deux journalistes les

suite à la page(16)

Chase Those Crazy Baldheads Out of Town: Resisting the Rise of Authoritarianism in Occupied Haiti

by Kolektif Anakawona

(The first of two parts)

"To change things, we need to be outraged./ If we are outraged, we will organize./ If we are organized, we will become stronger./ If we are stronger, we will rise."
—Endiye, Fè l an Kreyòl,[1] *Guerchang Bastia*

On Feb. 7, 2019,[2] thousands of Haitians took to the streets of Port-au-Prince and other major cities such as Cap-Haïtien, Gonaïves, and Jacmel to demand the prosecution of governmental officials and business elites who embezzled about $2 billion of Venezuela's PetroCaribe loan to Haiti over the last 10 years.[3] Shaking tree branches with leaves, protestors marched to the beat of Rara[4] bands chanting "Jovenel! Today is Feb. 7 and you must go!" They called for the removal of current president Jovenel Moïse of the *Parti Haïtien Tèt Kale* (Haitian Party of Baldheads, PHTK),[5] whose company Agritrans S.A.[6] was identified in the partial report delivered by the *Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif* (Superior Court of Accounts and Administrative Litigation).[7] Posters read: "Down with hunger! Down with the high cost of living!"; "We are tired of Jovenel!"; "The wasteful state and system need to disappear!"; "Where is the PetroCaribe money? We are tired of asking for it!"; "Tie the looters of PetroCaribe up!". One dissident even burned a U.S. American flag and called on Russia's Vladimir Putin to take over running the country.

In Port-au-Prince in particular, many protestors burned tires and cars and erected blockades with wooden pallets and large rocks in the city's center near the ruins of the *Palais National* (National Palace) and the *Palais Législatif* (Legislative Palace). They paralyzed Haiti's most important port and largest distribution point. They interrupted transportation and (inter)national trade coming from and through the capital to the northern and southern regions of the country. Some incinerated gas stations, and others raided stores for food, household, and luxury goods. Dissenters declared a country-wide lockdown ("*Peyi Lòk*") – what we might call a general strike. All commercial activities ceased for 10 days. Armed men (various police corps and presidential security forces) responded by killing dozens of unarmed rebels. The *Réseau National de Défense des Droits Humains* (National Defense Network of Human Rights) reports that 40 people were murdered and 82 injured.[8]

In a communiqué on the U.S. Embassy's website on Feb. 10,[9] the Core Group[10] applauded the "professionalism of the Haitian National Police" and decried the "loss of life and property damage caused by the unacceptable acts of violence" of protestors. President Moïse followed suit with his own address to the nation on Feb. 14. Warning of civil war, he denounced "the opposition" for marching alongside drug dealers and gangsters who "rape young girls, murder young men, and burn police officers." Claiming the same "social origins" as the masses, he decried their victimization by the system and implored them to patiently wait for development instead of protesting. Moïse emphasized his pride in the police and tasked them to arrest those who terrorize the population. Conjuring God, he concluded his speech by inviting "the opposition" to sit down and dialogue with him and by thanking the "international community" for their support in the "domain of security."[11]



"Kot Kòb PetroCaribe a?" (Where is the PetroCaribe Money?) demonstrators ask in a Sep. 2, 2018 demonstration.

Disentangling the masses and the issues

Marchers on Feb. 7 were primarily mobilized by three major coalitions: the PetroChallengers (discussed later); the *Konbit Òganizasyon Politik, Sendikal ak Popilè* (Konbit[12]of Political, Syndicated and Popular Organizations) regrouping various grassroots organizations, unions, and intellectuals such as *Mouvement Démocratique Populaire* (Popular Democratic Movement, MODEP), *Mouvement de Liberté d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité* (Movement for Liberty and Equality of Haitians for Fraternity, MOLEGHAF), the *Union Nationale des Normaliens et Normaliennes Haïtiens* (Union of Haitian Teachers), the socialist party *Rasin Kan Pèp* (Roots of the People's Camp); and the "opposition" to the Baldheads that includes former president Jean-Bertrand Aristide's *Fanmi Lavalas* (The Lavalas Family), the *Platfòm Pitit Desalin* (Platform of Dessalines' Children), the *Secteur Démocratique et Populaire* (Democratic and Popular Sector), which includes Sen. Youri Latortue's *Ayiti an Aksyon* (Haitian in Action), among others. Of course, this is not an exhaustive list of the players. We should also assume that many "unorganized" people were among the protestors. Though the different dissenters advance different analyses of the socio-economic crisis in Haiti (and distinct solutions), they converged around the PetroCaribe scandal.

Established by Venezuela in June 2005, PetroCaribe is an Energy Cooperation Agreement to provide preferential payment arrangement to some Caribbean and Latin American countries for petroleum and petroleum products. The PetroCaribe energy bloc challenged the monopoly capitalism and predatory imperialism of the United States in the Americas. Unlike loans from the International Monetary Fund (IMF) or the World Bank, PetroCaribe honors sovereignty. The Venezuelan state does not require the receiving state to adopt specific governance and trade policies. Haiti signed the agreement in 2006 on the inauguration day of the late former president René Préval. In 2008, Préval's administration created the *Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement* (Monetization Bureau of Development Aid Programs, BMPAD) to manage the funds.[13] The BMPAD placed orders with *Petróleos de Venezuela SA* (Petroleum of Venezuela SA, PDVSA) for barrels of diesel, gasoline, and mazut. Trading companies like Novum Energy Trading, Inc.[14] transported the petroleum products from Port José in Venezuela's northeast to the only two ports in Haiti (located in the capital) where six companies which also own the gas stations throughout the country stored the crude. The BMPAD then collected revenues from distributors to repay 40% to 70% of their debt to Venezuela on a flexible schedule. The PetroCaribe accord allowed Haiti to keep the balance to reinvest in development, paying it off over the next 25 years at 1% interest rate with money or goods and services. Some $4.2 billion in revenue was generated in Haiti with PetroCaribe oil.

Notably, after the 2010 earthquake, Venezuela forgave $395 million of the debt. In February 2018, as a result of the first set of U.S. sanctions interdicting business transactions with Venezuela in U.S. dollars, Haitian president Moïse ceased to import petroleum from PDVSA. By January 2019, he voted against Nicolas Maduro's recognition as the legitimate president of Venezuela in the Organization of American States (OAS), a supranational organization of nation-states in the Americas, created in 1948 to counter the Third World project of national liberation.[15]

An estimated $2 billion borrowed for development and not one completed project. Unfinished bridges, partial roads, half-baked soccer stadiums. No new hospitals, no new roads, no sewage and trash system, no new housing (especially since the earthquake), no new schools, no social programs, no subsidies on basic commodities. This against 58.5% of the population living under the poverty line with $2.41 per day, a 40.6% unemployment rate, a minimum wage varying from 215 to 800 gourdes ($2.54 to $9.45) per day, an exchange rate of almost 90 gourdes for $1, a maternal mortality rate of 529 deaths per 100,000 live births, an infant mortality rate of 59 deaths per 1,000 live births, life expectancy of 64 years, 0.7 hospital beds per 1,000 people. 7.4 million out of more than 10 million people in the country are without electricity, and 51.2% of foodstuffs are imported. On the Global Climate Risk Index of 2018, Haiti was ranked among the top most vulnerable to the effects of extreme weather events related to climate change.

Haiti's petite bourgeoisie is at best nominal. Middle class social status is based on the perception of comfort and access. Petit bourgeois status holders manage the matters of the colonial state, the largest employer in the country; execute non-governmental (humanitarian and development) policies; and oversee the affairs of the local import-export and textile subcontracting bourgeoisie. The majority of the population outside this small group serves as surplus labor that migrates temporarily and permanently to the capital, the Dominican Republic, the Bahamas, Puerto Rico, Miami, New York, Montreal, Brazil, and Chile to labor in textile factories, sugarcane fields and other plantations, fast food restaurants, and people's homes. Note that 2 out 1,000 people leave the country. These transnational workers with varying (il)legal statuses send remittances to relatives in Haiti, valued at $2 billion per year. Consider that Haiti's Gross Domestic Product (GDP) is a little over $8 billion.

"The scramble for Haiti" and the rise of the Baldheads

State corruption and predation of course are not new in Haiti. Though moments "have their historical specificity, they also exhibit similarities and continuities with other moments," according to Marxist intellectual Stuart Hall. "Moments," he testifies, "are always conjunctural." The genocide of one million Indigenous people, and the enslavement of one million Africans over more than 100 years made possible the "Pearl of the Antilles," France's most lucrative sugar-producing colony in the 18th century. Westernized "postcolonial" statesmen would upend the 1804 Revolution to reinforce the plantation system and renew the country's dependence and indebtedness to France. In the early 20th century, they would welcome the new regional power – the United States – to assume Haiti's tutelage (1915-1934). The U.S. occupation of Haiti (and other countries in the region) facilitated Wall Street's colonization of the Caribbean through the maintenance of the extractivist model, the formation of a local military, and the imposition of "Jim Crow" (racial segregation) laws.[16]

Sanctioned by "Uncle Sam" during the Cold War, the Duvalier family continued the privatization of sovereignty through the brute use of military and paramilitary forces for 29 years (1957-1986). The three-decade long struggle to overthrow the Duvalier dictatorship culminated in the first democratic election of liberation theologian Jean-Bertrand Aristide in 1991. The transition to democracy, however, was short lived. In less than one year, the U.S. Army School of the Americas-trained military deposed the charismatic leader. The latter returned from exile in 1994 to disband the army.[17] In its place, Aristide established the Haitian National Police, ironically trained by the U.S.-led United Nations military occupation troops. Although the 1994 UN military occupation ended in 2000, it was renewed after the second coup d'état against Aristide in 2004.[18]

That same year, on the bicentennial anniversary of the Revolution that established Haiti as the "first Black republic"[17], a coalition of U.S., French, and Canadian troops occupied Haiti after Aristide's overthrow on Feb. 29, and then they handed the occupation over to 5,000 Brazilian army-led United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) troops. At the same time, the Core Group was formed, composed of the Special Representative of the United Nations Secretary-General, the ambassadors of Brazil, Canada, France, Germany, Spain, the European Union, the United States, and the Special Representative of the Organization of American States. Apparently, Aristide's acquiescence to lower tariffs, which led to the collapse of national production, had not sufficiently restructured the economy. The MINUSTAH surveilled, raped, and murdered residents, including children, in Haitian "popular neighborhoods"[19] where armed supporters of the deposed leader organized resistance.[20] Since its formation, the Core Group facilitates the new "scramble for Haiti." It supported former U.S. president Bill Clinton's appropriation of more than $6 billion of emergency relief funds through the Interim Commission for the Reconstruction of Haiti (ICRH) after the 2010 earthquake. [21]

The Core Group also assisted the PHTK's rise to power with its nomination of president Michel Martelly in 2011, a neo-Duvalierist singer. Martelly declared Haiti "open for business," especially for extractivist export-oriented enterprises like agribusiness, tourism, mining, and textile factories in free trade zones. "The legal bandit"[22] amended the 1987 Constitution allowing for dual citizenship and consequently, foreign ownership of land. He also welcomed Jean-Claude Duvalier back to the country after 25 years of exile. Martelly's government started a tax where the state collects $1.50 from every wire transaction via Western Union, MoneyGram, and other transfer agencies coming into the country. Martelly stayed silent about the cholera epidemic unleashed by the MINUSTAH in 2010 that killed almost 10,000 and infected close to one million people to date. Moreover, he never denounced the forced repatriation of more than 300,000 Dominicans of Haitian descent including 10,000 unaccompanied children since 2013. [23] Perhaps, it is the artist's relationship to Dominican officials like Sen. Felix Bautista whose construction company Hadom received (Haitian) government contracts of more than $200 million for incomplete projects that deterred him. Under Martelly's administration, two-thirds of the PetroCaribe funds were laundered.



Thousands marching up Port-au-Prince's Delmas Road to demand Jovenel Moïse's resignation. Anti-government protests have regularly shaken Haiti over the past year

In October 2017, the United Nations Mission Justice Support for Haiti (MINUJUSTH), now led by India, replaced the MINUSTAH. Martelly's successor, the current president Jovenel Moïse, began to reconstitute the Haitian armed forces. Since the beginning of 2019, the International Organization of Migration (IOM), in partnership with the U.S. Embassy in Haiti, has been funding the border patrol police POLIFRONT. In their effort to augment

suite à la page(16)

POURQUOI LE GOUVERNEMENT CANADIEN COMBAT MADURO ET LA RÉVOLUTION ?



Par Arnold August

Depuis la tentative de coup d'Etat des Etats-Unis au Venezuela le 23 janvier dernier, soutenue par le Groupe de Lima dont le gouvernement Justin Trudeau est un membre actif, les principaux médias corporatifs canadiens ont uni leurs voix dans une campagne de haine et de désinformation contre la Révolution bolivarienne, en insistant sur la critique du président constitutionnel élu, Nicolas Maduro.



Le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, prend la parole lors d'une réunion du caucus du Parti libéral sur la colline du Parlement à Ottawa, Ontario, Canada, le 2 avril 2019. REUTERS / Chris Wattie / File Photo

En raison des nationalisations effectuées par le gouvernement Chavez, plusieurs entreprises canadiennes ont livré des batailles juridiques.

En même temps, il y a eu un débat entre les travailleurs, les syndicats et les militants sociaux et politiques. Il y a quelques semaines, les travailleurs ont fait état de la réaction des affiliés canadiens (plus de cinq millions par l'entremise de leurs syndicats) en faveur du droit du Venezuela à l'autodétermination et contre l'ingérence des Etats-Unis et du groupe de Lima dans les affaires intérieures de ce pays. Des actions et des déclarations au niveau local sont toujours en cours.

Dans ce contexte, certains articles parus dans la presse alternative et sur les réseaux sociaux canadiens, notamment celui qui représente les forces de gauche et progressistes, ou ceux qui s'opposent simplement à l'ingérence étrangère et nous amènent à nous demander: que fait le Canada et pourquoi?

Ces interlocuteurs interrogent courageusement les médias traditionnels, bien que dans ces derniers, il n'y ait de place que pour ceux qui abordent la question du Venezuela en incluant des mots clés tels que « élections douteuses » et « Maduro autoritaire », qui donnent de la crédibilité au récit de l'ingérence américaine et du groupe Lima sous le couvert d'aide « humanitaire ».

Les grands médias évitent de répondre sérieusement à la question: pourquoi le Canada? Ainsi, malgré la présomption du Canada comme modèle de liberté d'expression et de presse, la vérité est cachée au public.



Le Venezuela est-il l'Eldorado de notre temps du Canada?

Qu'écrivent les journalistes et les auteurs progressistes canadiens ?

La recherche de l'or dans le site mythique de l'Eldorado en Amérique latine a attiré les armées conquérantes espagnoles du XVIe siècle et a causé la mort de nombreux peuples indigènes. Sous ce prétexte, l'Espagne colonisa la majeure partie de la région et exploita d'autres richesses, jusqu'à l'émergence des mouvements indépendantistes latino-américains du XIXe siècle. Mais cette quête de richesse n'a jamais vraiment pris fin, et le Venezuela regorge d'or noir (le pétrole brut) et d'or, comme l'explique le chercheur canadien Nino Pagliccia dans un article récemment publié sur le site « Web Global Research ».

Yves Engler, un autre analyste politique, affirme que les Etats-Unis se sont déclarés intéressés par les réserves d'hydrocarbures de l'Amérique du Sud. Et bien que le Canada ait été plus réservé au sujet de ses véritables ambitions, la vérité est qu'il a aussi des intérêts corporatifs dans le secteur minier, particulièrement dans celui de l'or.



Les syndicats canadiens manifestent contre l'intervention étrangère



Nicolas Maduro

Dans une tentative d'étendre les bénéfices de la rente pétrolière, le Venezuela a forcé, à partir de 2007, les compagnies pétrolières privées à devenir des partenaires minoritaires de la PDVSA appartenant à l'Etat. Cela a conduit, par exemple, à la vente d'une partie de la part de Petro-Canada, établie à Calgary, ce qui a amené certains de ses représentants à dire, en privé, qu'ils se sentaient » éliminés » par le gouvernement du Venezuela.

D'autres sociétés canadiennes ont également fait face au gouvernement d'Hugo Chavez pour l'extraction de l'or. Crystallex, Vanessa Ventures Ltd, Gold Reserve Inc. et Rusoro Mining ont livré des batailles juridiques.

En 2016, Rusoro Mining a obtenu 1 milliard de dollars en vertu du traité d'investissement entre le Canada et le Venezuela, tandis que Crystallex a obtenu 1,2 milliard de dollars la même année. Les deux sociétés continuent d'exiger des paiements et ont exigé de l'argent de Citgo, la filiale américaine de PDVSA qui a été dépossédée du contrôle de l'Etat vénézuélien.

En 2011, le Financial Post rapportait que » des années après avoir stimulé les investissements étrangers en dehors de son secteur aurifère, le président vénézuélien Chavez passe à l'étape suivante: la nationalisation absolue. Soulignant son importance pour le capital canadien, le comité de rédaction du Globe and Mail a critiqué cette mesure dans un article intitulé Chavez nationalise toutes les mines d'or au Venezuela.



Des manifestants interrompent la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland lors d'une conférence de presse de clôture avec des membres du Groupe de Lima à la suite de la 10e réunion ministérielle de l'organisation à Ottawa le lundi 4 février 2019. (Sean Kilpatrick/THE CANADIAN PRESS)

Peter Munk, fondateur de Barrick Gold, a écrit une lettre au Financial Times en 2007 intitulée Stop Chávez' Demagoguery Before it is Too Late. Il est également propriétaire de l'éditorial « Chávez al mando », où il déclare: « N'ignorons-nous pas les leçons de l'histoire et n'oublions-nous pas que des dictateurs comme Hitler, Mugabe, Pol Pot et d'autres sont devenus chefs d'Etat par un processus démocratique? Autocratique, démagogique, à la manière de Chavez, jusqu'à ce que leurs pays deviennent des régimes totalitaires comme l'Allemagne nazie, l'Union soviétique ou la Serbie de Slobodan Miloševi .... Ne donnons pas au Président Chavez la possibilité de mettre en pratique cette démarche progressive pour la transformation du Venezuela.

Le Venezuela est-il l'Eldorado de notre temps du Canada?

Les investissements miniers canadiens en Amérique latine ont grimpé en flèche depuis les années 1990 et ont bénéficié de la privatisation des sociétés minières d'Etat et de la flexibilisation des investissements étrangers, explique M. Engler. Au départ, aucune société minière canadienne n'opérait au Pérou ou au Mexique, mais en 2010, on en comptait près de 600 dans ces deux pays.

À l'heure actuelle, les sociétés minières canadiennes ont investi des dizaines de milliards de dollars en Amérique. Tout gouvernement de la région qui renverse les réformes néolibérales qui ont permis cette croissance est une menace pour ses profits. Les banques ont également bénéficié de cette libéralisation.

Quelques jours après le décès de Chavez en 2013, le « Business Report du Globe and Mail » a publié en première page un article sur les intérêts que la Banque Scotia avait acquis au Venezuela avant l'arrivée au pouvoir du dirigeant bolivarien. Il a souligné que » Banco de Nueva Escocia (Banque Scotia) est souvent louée pour son expansion audacieuse en Amérique latine, ayant réalisé d'importantes acquisitions en Colombie et au Pérou. Mais au Venezuela, la banque n'a pas fait grand-chose au cours des 15 dernières années, principalement parce que le gouvernement du président Hugo Chavez était hostile aux investissements étrangers à grande échelle.

De tels arguments expliquent pourquoi le gouvernement Trudeau a été impliqué dans les tentatives de coup d'Etat contre le Venezuela, menées par Donald Trump. Le Canada est également à l'avant-garde des sanctions économiques qui, selon des études récentes, sont génocidaires. En fait, la politique du groupe US-Lima représente une déclaration de guerre, même s'il n'y a pas eu d'intervention militaire en tant que telle.

Est-ce la seule façon pour le Canada de défendre les intérêts de ses entreprises au Venezuela? Non, il y a sûrement beaucoup plus de chemins « canadiens « .

Forom de Sao Paulo 20 juillet 2019
Traduction Bernard Tornare
Venesol 23 juillet 2019

LE VENEZUELA AU FOND DES YEUX !

ENTRETIEN DE CAROLINA CRUZ, PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY DERONNE

Thierry Deronne – Comment vois-tu le visage d'une photographie révolutionnaire dans un pays soumis depuis si longtemps et, aujourd'hui encore, à la culture publicitaire et au marketing politique ?

Carolina Cruz – Il est très complexe de parler de la culture publicitaire. Une des grandes victoires du capitalisme est son hégémonie culturelle, symbolique. Depuis toujours, nous sommes bombardés, ceux d'entre nous qui avons grandi dans les espaces urbains du moins, par le culte publicitaire du « beau », du parfait et du standardisé, on trouve à peine dans la publicité des gens qui ne répondent pas aux paramètres occidentaux de la beauté. Les quelques campagnes publicitaires qui en sortent, comme Femmes réelles de Dove ou United Colors Of Benetton, ne sont en définitive que des variations du modèle sur un mode « détonant » .

Bien entendu, le Venezuela n'a pas échappé à cette globalisation. Cependant, il y a un avant et un après dans la visibilisation du peuple : nous devons cette rupture à la Révolution bolivarienne. Cette image nouvelle ne découle pas bien sûr de la publicité commerciale mais d'une volonté politique de donner un visage à ce peuple qui, pour la droite propriétaire de la majorité des médias de ce pays, n'était qu'une masse amorphe.

Rendre visibles les éternels invisibilisés, objectif déjà difficile dans n'importe quel contexte, se révèle d'autant plus ardu dans un pays comme le Venezuela qui mène depuis 20 ans la bataille de la multipolarité face à un monde hégémonique, unipolaire. Tous les outils de communication dont dispose le capitalisme (les outils traditionnels et ceux qui sont en cours de développement et



d'essai) sont activés pour mentir, invisibiliser et manipuler, ordonner les succès et les erreurs de la Révolution bolivarienne dans le storytelling de la « dictature », du « gouvernement failli », de la « banqueroute du socialisme ». Un exemple de ce sens commun indépassable est le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies, Michelle Bachelet, qui fait disparaître la majorité des victimes – celles de la déstabilisation violente de l'extrême droite urbaine et celles des tueurs à gages des grands propriétaires terriens -, « éliminant » non seulement les faits mais l'existence même d'un groupe de population dont le défaut est d'appartenir à l'être chaviste.

Cette contextualisation est fondamentale pour répondre à ta



La photographe Carolina Cruz (à gauche)

question sur ce que serait une photographie révolutionnaire. Elle ne peut naître, comme tout fait révolutionnaire, que d'un besoin. Je vois avec beaucoup d'espoir la tendance parmi nous, les photographes né(e)s à la chaleur d'un processus révolutionnaire, de vouloir concrétiser la possibilité d'une société égalitaire, de considérer que la politique n'est plus le domaine réservé de fonctionnaires publics. De comprendre sur la base de cette prémisse, que les femmes et les hommes pauvres nous sommes des sujets politiques qui avons la pleine capacité de planifier/exécuter les politiques, d'en organiser le contrôle social de notre espace territorial local, et que nous sommes des sujets actifs dans la politique nationale; je note la volonté de visibiliser ce qui se passe au cœur du quartier, au sommet des escaliers de nos collines, dans les profondeurs rurales, dans les prises de terres, dans toutes ces réalités que les médias hégémoniques de la droite n'ont jamais montrées et que les médias gouvernementaux ont cessé de montrer. J'évoque ces derniers parce que je crois qu'en tant que gouvernement nous avons perdu beaucoup de potentiel en limitant ce qui est montré des processus de construction et des luttes populaires. Les médias d'Etat, dans une révolution, devraient refléter l'intégralité du processus révolutionnaire, avec ses réussites et ses contradictions, mais souvent cela en reste aux effets de propagande, aux actions répétitives dans lesquelles beaucoup ne se sentent pas reflétés. C'est là, dans ce manque d'espaces, que s'approfondit ce besoin d'expression qui est collectif, de raconter, de nous raconter et de nous représenter.

La droite a une immense expérience dans l'usage de la photographie comme outil de marketing, tant commercial que politique. Prenons l'exemple des centaines de photos d'une excellente qualité technique qui ont transformé les combattants d'extrême droite et la violence fasciste des rues de Caracas en lutte libertaire; la photographie a ce pouvoir. Je reprends ce point parce qu'il nous mène à la question: à quoi sert la photographie ? Une photographie révolutionnaire doit servir à déconstruire les faux récits que fabrique la droite mais aussi à construire notre discours, à établir notre sens commun, nous devons comprendre clairement, au-delà de notre besoin de nous exprimer individuellement, à quoi servent nos images.

Personnellement je suis militante d'un mouvement social et politique, membre de son équipe de communication, et une grande partie des photos que je réalise servent à construire des messages en phase avec une ligne politique qui vient soit de la conjoncture, soit du projet stratégique; quand nous luttons contre un ennemi aussi puissant que le capitalisme nous devons savoir pourquoi nous faisons les choses, quelle est la stratégie à suivre. Je crois que la photographie doit faire partie d'un "marketing politique" au service des masses, au service des luttes populaires. Pour que cela soit efficace, et serve concrètement les luttes pour une société vraiment juste, nous devons nous former, dépasser notre adversaire en qualité (ce que la capitalisme appelle « être compétitifs »), innover constamment, nous former techniquement dans l'objectif de disputer concrètement et systématiquement le champ auquel nous a amené(e)s l'hégémonie du capital.

Donc, le visage de la photographie révolutionnaire serait celui d'un outil au service des communs, un outil prodigieux pour disputer un projet dans l'imaginaire collectif, je crois que pour que la photographie soit un fait révolutionnaire elle doit dépasser cette conception bourgeoise de l'art comme processus individuel et embrasser le processus collectif; elle doit se sentir et se comprendre comme un processus collectif. La révolution bolivarienne a besoin de toutes et de tous selon leurs potentiels et leurs talents, et nous qui d'une certaine façon manions les outils communicationnels devons les mettre au service des luttes populaires.

Thierry Deronne – Si la photographie est une relation avec l'autre, qu'as-tu appris des paysan(ne)s, ont-elles, ont-ils modifié ta façon de travailler, de penser tes images ?

Carolina Cruz – C'est une question très intéressante, il y a différentes situations dans lesquelles nous prenons des photos sans connaître les gens que nous représentons, alors que dans d'autres cas je photographie des compagnes(on)s militant(e)s, que je connais pour certain(e)s et que je découvre pour d'autres, mais en général j'ai déjà une idée ou la possibilité de savoir quelles sont leurs histoires. Dans quelques cas j'ai pu partager quelques jours avec eux dans leurs vies quotidiennes et cette coexistence nous fait toujours voir des gens depuis un autre lieu. La règle veut que ce « lieu » finisse par être celui de l'affection et de l'admiration.

Je pourrais mentionner beaucoup de choses concrètes que j'ai apprises sur l'art de semer, sur les soins de la terre et des animaux,



mais je pense que la chose la plus enrichissante a été de voir comment la persévérance, le dévouement et la volonté des gens se matérialisent dans une lutte. L'histoire de la lutte pour la terre est jalonnée de grandes douleurs, de carences, de beaucoup d'impuissance et de mépris, mais tout cela finit par trouver une issue transformatrice dans l'énorme dignité non quantifiable qui s'incarne dans nos paysannes et nos paysans. Cette dignité et cette ténacité me mènent parfois à un dilemme essentiellement esthétique. Parfois les situations, la nécessité politique nous poussent à cadrer dans le viseur les carences et la douleur, cependant les paysan(ne)s se perçoivent rarement eux-mêmes ou elles-mêmes comme des victimes, comme des sujets gris, à fortiori au Venezuela où le sens de l'humour reste de mise même dans les situations les plus tendues. Ainsi, cette image de dignité (j'utilise beaucoup le mot dignité parce que c'est le mot que j'associe immédiatement aux femmes et aux hommes qui luttent pour la terre) me donne envie de les représenter comme je les vois et comme je les perçois: comme un groupe plein d'énergie et de joie.

Il y a des situations dans lesquelles prévalent la tristesse et la frustration, j'ai dû accompagner des entrevues à des personnes dont les familles, des amis ou des compagnons avaient été assassinés par des tueurs à gage des mafias agraires et parfois il est difficile de ne pas sentir comme envahisseur d'un moment qui devrait rester intime; ce respect de l'humanité des compagnes et compagnons dont je tire le portrait reste présent dans la façon dont je travaille, dont je compose. Par conséquent, je dois dire que ma relation avec les compagnes et compagnons n'a pas modifié ma manière de travailler, elle l'a déterminée. J'ai le privilège de me former comme photographe (et je sens que c'est un processus constant dans lequel je débute à peine) en accompagnant ces luttes et c'est cela qui a déterminé ma formation éthique et les décisions esthétiques.

Thierry Deronne – Quels sont tes projets ou tes rêves en tant que photographe, que femme, que citoyenne ?

Carolina Cruz – Je crois nécessaire d'ajouter un aspect qui unifie la photographe, la femme et la citoyenne : la militante. Croître avec Chávez (quand il a été élu, j'avais cinq ans), appartenir à la vaste génération née de la révolution bolivarienne, être aujourd'hui membre d'une organisation concrète dotée d'un horizon politique, fait que chaque aspect de ma vie, présente et future, se lit à travers le prisme de la militance pour un monde plus juste et humain. Comme photographe, femme et militante, j'aspire à accompagner par mon travail autant de luttes, de personnes et d'espaces invisibilisés que possible et de contribuer à la construction d'une nouvelle géométrie du pouvoir pour continuer à approfondir une Amérique Latine humaine, souveraine, égalitaire, unie et en paix.

Photos: Carolina Cruz
Traduction: Thierry Deronne
Venesol 22 juillet 2019

Brésil : Vivons-nous en démocratie ou sous un Ordre nouveau en construction ?



"Désordre et régression": parodie de la devise nationale, empruntée au postiviste Auguste Comte, "Ordre et Progrès", qui figure sur le drapeau brésilien

Par Mário Maestri

Avec les élections de 2018, le Brésil a-t-il surmonté le coup d'État de 2016 ou est-il entré dans une sorte de dictature "constitutionnelle" ? Il ne s'agit pas d'une question rhétorique, simplement destinée à susciter des réflexions de salon sur la situation du pays. Une réponse correcte est nécessaire pour définir les voies possibles pour sortir de la terrible réalité que nous vivons. Pour ce faire, il faut tout d'abord préciser les concepts, c'est-à-dire ce qu'est un "coup d'État" et ce qu'est une "dictature" - ou un "régime autoritaire".

Un « coup d'État politique » est une fracture soudaine à l'intérieur d'un processus institutionnel, en général le fait de forces antipopulaires, qui n'ont donc pas le droit d'intervenir dans l'ordre social. Le « coup d'État », qui peut être « civil », bénéficie généralement du soutien des forces militaires. Mais le plus souvent, il s'agit d'un putsch militaire, expression de secteurs du capital national ou international. Le « coup » d'État - comme son nom l'indique - cherche à interrompre rapidement un processus institutionnel, en revenant à la normalité précédente. Plus fréquemment, il cherche créer un « ordre nouveau » dans le pays. Il s'agit en général de mesures contre le peuple, en faveur de ceux qui détiennent la richesse et le pouvoir.

Le Paraguay offre en 2012 un exemple de ce qu'est un « coup d'État parlementaire » ponctuel qui, avec la bénédiction des forces armées, et inspiré et guidé par l'impérialisme, a chassé le président, l'ancien évêque Fernando Lugo, pour revenir ensuite aux institutions et mécanismes conservateurs traditionnels. Au moment du coup d'État, Lugo avait perdu une grande partie du soutien populaire grâce auquel il avait été élu, en raison de ses tractations avec les classes dirigeantes. D'innombrables coups d'État ont été perpétrés pour établir un nouvel ordre constitutionnel conservateur ou dictatorial contre la population et les travailleurs, par la suppression des droits démocratiques bourgeois. Le nouvel ordre autoritaire ou dictatorial peut, ou peut ne pas, tolérer certaines institutions démocratiques sur le plan de la forme.

Il est courant que l'ordre dictatorial soit assumé directement par les forces armées, comme dans le cas du Paraguay, en 1954 ; du Brésil, en 1964 ; de l'Argentine, en 1966 ; et du Chili, en 1973. Les militaires aiment aussi avoir leur part du gâteau, et comment ! Les dictateurs présidents peuvent être « tournants », comme au Brésil de 1964 à 1985, ou permanents, comme Stroessner, de 1954 à 1989, "réélus" successivement, ou même, comme Pinochet, de 1973 à 1990, se maintenir au pouvoir sans aucun alibi pseudo-démocratique.

La caractéristique principale d'un régime dictatorial est de maintenir la population en marge de la direction politique, même relative, de la société, répondant ainsi aux besoins et aux exigences des classes possédantes nationales ou mondiales. Les formes institutionnelles destinées à éloigner le peuple de la participation au jeu politique et réprimer son organisation sont diverses et varient en fonction de l'époque et du moment. Au XIXe siècle et au début du XXe, les gouvernements oligarchiques ou capitalistes sont restés en place, sans qu'il soit nécessaire d'intervenir militairement, principalement par le biais du scrutin censitaire, où seuls les riches pouvaient voter pour d'autres encore plus riches. Ce fut le cas des grandes nations européennes, avant que les travailleurs n'imposent le suffrage universel et le droit d'association, et même du Brésil, pendant le Second règne (1840-1889) et la República Velha (Vieille ou Première République, 1889-1930).

Pour en revenir au Brésil, hormis des exceptions notoires comme le PSTU [Parti Socialiste des Travailleurs unifié, trotskyste], le MES [Mouvement Socialiste de Gauche, tendance trotskyste dans le Parti Socialisme et Liberté (PSOL)] de Luciana Genro, le CST [Courant Socialiste des Travailleurs] de Babá, tendance trotsko-moréniste dans le PSOL] tout le monde à gauche est d'accord pour dire, quels que soient les qualités ou les défauts du gouvernement Dilma Rousseff, que celui6-ci a été la victime d'un coup d'État en 2016, alors qu'il avait déjà perdu le soutien de la population en raison de son fort coup de barre à droite. Un coup d'État qui, mutatis mutandis, ressemblait fort à celui qu'avait subi Lugo. C'est-à-dire perpétré par le biais d'une destitution parlementaire (« impeachment ») totalement manipulée, qui a porté au pouvoir le vice-président, comme le prévoit la constitution dans les deux pays. Avec toutes les apparences de « respect de la Constitution », scénario auquel, il faut le reconnaître, le PT et surtout Dilma Rousseff ont donné leur aval, en acceptant jusqu'au bout de participer à une dispute parlementaire et judiciaire grotesque, dont le résultat était décidé d'avance, au lieu de «péter les plombs »et donner un grand coup de pied dans la fourmilière.

Incontestablement, coup d'État

Ce même comportement fut adopté par Lula da Silva qui, bien que tous les hommes et femmes honnêtes du Brésil et du monde le considèrent comme un prisonnier politique, s'est rendu au lieu de rester au milieu des travailleurs, malgré la nature totalement illégale de son arrestation. Pire encore, il est allé en prison en disant qu'il faisait confiance à la justice. Et maintenant qu'il est emprisonné depuis plus d'un an, il continue d'exiger que la justice reconnaisse son innocence, bien qu'elle soit responsable de son emprisonnement, et qu'elle le maintienne prisonnier, pour des crimes imaginaires, dont il n'existe aucune preuve.

S'il est clair et limpide qu'il y a eu un coup d'État en 2016, il reste à définir quel était son objectif. En d'autres termes, est-ce que la destitution de Dilma Rousseff avait pour but de la chasser, pour revenir à la normalité institutionnelle (comme au Paraguay) après l'interrègne de Michel Temer ? Ou l'objectif était-il de créer un ordre nouveau qui interdirait définitivement au peuple toute intervention dans la gestion politique de son destin, même dans le contexte d'un ordre capitaliste, mettant ainsi fin dans les faits à la démocratie bourgeoise elle-même ? Autrement dit, le grand objectif du coup d'État n'aurait pas été de renverser Dilma Rousseff, mais d'instaurer par le biais des institutions un régime autoritaire qui permette d'imposer de façon permanente aux travailleurs et au pays tout entier une dictature totale du grand capital et de l'impérialisme.

Les dirigeants de l'opposition de gauche en général et parlementaire en particulier ont déjà répondu à cette question. Et la réponse que cette dernière lui a apportée a eu des résultats indéniablement désastreux pour la population. Le PT, le PCdoB, le PSOL, et leurs dépendances, ont tenu un discours, ou se sont comportés, comme si la vie politique avait continué à fonctionner après 2016 comme avant, sans modifications essentielles, à part l'occupation illégale de la présidence par le vice-président et quelques autres petits problèmes. Ils ont ainsi présenté l'élection présidentielle comme le meilleur moyen de combattre le « gouvernement putschiste » de Michel Temer, issu de la destitution de Dilma, avec octobre 2018 comme date de péremption. Après les élections, tout reviendrait à la normale, ou presque, ont-ils suggéré, voire affirmé. En fait, certains des principaux dirigeants de l'opposition parlementaire, comme Haddad, ont même hésité à définir la destitution comme un coup d'État. Et peu après la défaite à l'élection présidentielle de 2018, qu'ils n'ont jamais dénoncée comme une mascarade, Haddad, Guilherme Boulos [PSOL] et leurs associés ont souscrit à la légalité d'élections complètement truquées par les grands médias, les entreprises, la justice électorale, le STF (Cour suprême fédérale), la police fédérale, et surtout le haut commandement militaire. Ensuite, les différentes directions de l'opposition « bien élevée » ont offert de s'opposer et de résister à la politique du gouvernement Bolsonaro, et non au gouvernement lui-même, qu'ils estiment légitime. Et surtout, ils misent sur sa défaite par la lutte parlementaire et les élections de 2020 et 2022. Exactement comme si nous vivions sous un régime de légalité institutionnelle. C'est à cette même politique que souscrit Lula da Silva, depuis son arrestation, explicitement, par ce qu'il dit, et implicitement, par ce qu'il ne dit pas.

Fantasmes politiques et terre brûlée

Pendant que les dirigeants politiques et syndicaux hégémoniques dans l'opposition racontent des histoires à la population désespérée et désorganisée afin de l'endormir, les forces putschistes perpètrent au pas de charge un authentique et irréversible saccage social et économique du pays, auquel la direction du mouvement populaire déclare également s'opposer, essentiellement au parlement, où elle n'obtient aucun résultat concret. Quand elle s'exprime ! Depuis sa tour d'ivoire, la direction de l'opposition, dans sa large majorité, détourne la population et les travailleurs de la lutte contre la mise en place d'un régime autoritaire, en donnant son aval à la mascarade institutionnelle mise en scène par les putschistes. Elle prétend que tout est comme avant dans ce quartier général d'Abrantès de plus défaite monumentale, qu'elle attendait et qu'elle avait, d'une certaine manière, préparée, qui dévoile l'absurdité de sa rhétorique et de ses propositions, qu'elle n'abandonnera pas pour autant. Les 379 voix contre 131 au premier tour en faveur de la liquidation des systèmes public et privé de Sécurité sociale montrent que le « putschisme », en dominant totalement la Chambre, dispose des moyens pour totalement « reformater » les institutions nationales, construisant un ordre nouveau qui permet d'écarter ad vitam aeternam



-C'est quoi, la démocratie ?
-La démocratie, c'est la liberté d'élire nos propres dictateurs

en plus lugubre*. Elle reprend à son compte le triste rôle que tenait autrefois le MDB, celui de l'opposition permise par la dictature, avec pour fonction de détourner la population de la lutte. Elle défend ses intérêts privés et ceux des classes qu'elle représente, se désintéressant du sort et des travailleurs et de la population dans son ensemble.

Mais aujourd'hui, cette opposition illusionniste vient de subir une la population de tout contrôle sur son destin, écrasée sous le talon despotique du grand capital et de l'impérialisme. Ainsi, parallèlement à la destruction en cours des conditions d'existence de la population et de la nation, la Chambre et le Sénat, sous couvert de la « légalité », continueront à élaborer une véritable dictature institutionnelle contre le peuple, contre les travailleurs et contre

suite à la page(16)

Abel Santamaría, l'immortel révolutionnaire et héros de la Moncada
20 octobre 1927 – 26 juillet 1953

Par Frantz Latour

Abel Santamaría Cuadrado est mort jeune. Il n'avait pas encore 26 ans quand il a été torturé à mort après son premier combat dans la matinée du 26 juillet 1953. Il savait comment mourir en héros.

Fidel Castro l'a décrit comme "le plus généreux, le plus aimé et le plus intrépide de nos jeunes", et sa confiance en ce grand garçon blond aux lunettes carrées était telle qu'il l'avait désigné comme deuxième chef du Mouvement, son remplaçant en cas de décès. Il ne l'en informa que quelques minutes avant de quitter Granjita Siboney en direction de la caserne Moncada.

Pour sa sœur Haydée, l'héroïne de Moncada, Abel était la vie même, la vie d'un jeune saint sacrifié pour que Fidel vive, parce que, comme il l'avait dit à sa bien-aimée Yeyé, sachant que l'action militaire de Moncada avait échoué : « celui qui doit vivre, c'est Fidel, parce que si Fidel vit, la Révolution vivra aussi».

Abel Benigno Santamaría Cuadrado est né le 20 octobre 1927 à Encrucijada, une ville de l'actuelle province de Villa Clara. Une petite ville qui a également eu la chance d'être le lieu de naissance du grand syndicaliste révolutionnaire, Jesús Menéndez Larrondo, dit le général de las Cañas.

Les parents d'Abel étaient des espagnols originaires de la Galicie. Toute la famille, frères et sœurs ont tous consacré leur vie à la Révolution: retenons surtout les noms de Haydée, surnommée Yeyé, l'héroïne de Moncada, la fondatrice de Casa de las Américas et d'Aldo, commandant de l'armée rebelle et vice-amiral de la marine révolutionnaire.


Abel Santa Maria, à droite, le plus loyal des amis de Fidel Castro

Adolescent, Abel a travaillé dans un magasin du batey de la Centrale sucrière Constancia. Là, Abel y apprit à connaître les difficultés de vie du leader sucrier Jesús Menéndez. Il se rendit à La Havane pour approfondir ses études et participa aux luttes sociales et révolutionnaires de Cuba dans les années 50.

Il fut l'un des premiers à dénoncer le coup d'État du 10 mars 1952 de Fulgencio Batista et dans une lettre publique aux dirigeants orthodoxes du 16 mars 1952, il affirmait: «Assez de déclarations stériles, sans objectif spécifique. Une révolution ne se fait pas en un jour, mais commence dans un instant. Le moment est venu: tout est de notre côté, pourquoi allons-nous le gaspiller? "

Le 1 er mai 1952, il rencontre Fidel Castro au cimetière de Colón. L'impression causée fut énorme et réciproque. Euphorique, Abel est arrivé à son appartement dans le Vedado, pour dire à sa soeur Haydée dont il partageait l'appartement: «J'ai rencontré l'homme qui va changer le destin de Cuba. Il s'appelle Fidel Castro et il est Marti en personne. »

Tous deux, Haydée et Abel ont été infatigables dans l'organisation du mouvement contre la tyrannie. Persuasif, Abel, jouissait d'un immense prestige parmi une pléiade de jeunes. Les réunions dans le petit appartement des deux Santa Maria étaient devenues chose courante.

Un mois avant les attentats du 26 juillet 1953 devant prendre d'assaut Moncada, la deuxième forteresse militaire du pays, Fidel demande à Abel de s'installer à Santiago de Cuba et de préparer l'arrivée des futurs assaillants. Abel y loue alors la ferme Granjita Siboney et y crée les conditions nécessaires à l'accueil de plus de 150 hommes.

Peu avant de se lancer sur Moncada, Abel demanda à Fidel de le placer à l'endroit le plus exposé, le plus dangereux. Il avait en tête de protéger le chef du Mouvement. Fidel rejeta la demande, car il considérait que s'il tombait, c'était Abel qui devait faire avancer avec la Révolution.

Alors Abel, ensemble avec sa sœur Haydée, le médecin Mario Muñoz, Melba Hernández, et un autre groupe de jeunes se chargent de prendre l'hôpital civil Saturnino Lora, près des murs de la Moncada.

Lorsque le facteur surprise échoue, il n'ya pas d'autre option que le retrait de Fidel au pied de la Sierra Maestra. Abel alors, dans un geste suprême d'altruisme, décide de continuer à se battre pour protéger le retrait de Fidel.

Il tombe prisonnier et commence alors des séances barbares de torture. Abel est battu sauvagement, on lui enfonce une baïonnette dans la cuisse, ses yeux sont éviscérés , pourtant jamais il n'a cédé aux tortures pour le forcer à parler. Il n'arrêtait pas de crier : « Protégez la vie de Fidel ! ». Haydée à qui on avait présenté son frère avec les yeux ensanglantés ne livra personne.

Ainsi est mort, « l'élu », le deuxième commandant du Mouvement 26 juillet. Il n'avait que 25 ans, quand la soldatesque de la tyrannie mit fin à la vie de celui que Fidel, lors du procès Moncada , avait qualifié comme "le plus généreux, le plus aimé et le plus intrépide de notre jeunesse, dont la glorieuse résistance l'immortalise dans l'histoire de Cuba".

Par lui et Fidel a commencé la Révolution cubaine, par sa mort et le courage exceptionnel de ceux qui ont suivi Fidel et la mémoire d'Abel, cette révolution n'a cessé de vivre et de donner espoir à grande partie de l'humanité.

Sources :

Ignacio Ramonet. Fidel Castro : Biographie à deux voix. Fayard, février 2007

Abel Santamaría fue el más leal de los amigos de Fidel. Granma. 20 octobre 2017.

Narciso Amador Fernandez Ramirez. Abel, el más generoso de los jóvenes del Moncada. CUBAHORA, 20 octobre 2017.

La mémoire au service des luttes : La Première Guerre mondiale


UNE LETTRE D'ANATOLE FRANCE

« On croit mourir pour la patrie on meurt pour des industriels »

Cher citoyen Cachin,

[illegible]

ANATOLE FRANCE

Par FUIQP et Alain Saint Victor

Il y a 105 ans, le 28 juillet 1914, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie, déclenchant ainsi la Première Guerre mondiale.

Au-delà de l'assassinat de François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, qui en a servi de prétexte, la véritable cause de cette guerre est la concurrence effrénée que se livrent les puissances capitalistes pour le partage du monde. En particulier, le partage de l'Afrique et de ses richesses.

Débutée en Europe, la guerre s'étend rapidement sur quatre continents. Le nombre de morts qu'elle a provoqués et la destruction qui en résultait faisaient de cette guerre, à l'époque, le pire conflit de l'histoire de l'humanité.

Au total, ce sont plus de soixante millions de soldats qui y participent. Le bilan des victimes s'élève à neuf millions de morts et à vingt millions de blessés. Les combats se déroulèrent en Europe, en Asie, en Océanie et en Afrique.

À l'origine de la guerre, se trouvent, selon l'historien André Loez, des « rivalités économiques et coloniales ». Différentes puissances européennes s'affrontent dans l'objectif de s'accaparer plusieurs pays africains : les Français et les Britanniques s'affrontent pour le contrôle de l'Egypte et du Soudan ; les Italiens et les Français pour la Tunisie ; les Allemands et les Français pour le Maroc, etc. La volonté de dépecer l'empire ottoman en crise fait également l'objet de ces appétits coloniaux.

Cette immense boucherie mondiale était en préparation dans les deux camps. Il ne s'agit donc ni de malentendus ni des conséquences d'un assassinat. La fin du XIXe siècle voit la construction de fortifications tant en Allemagne qu'en France.



À la même période, les budgets d'armements explosent et absorbent une partie de plus en plus importante du budget des États.

Le service militaire est allongé dans de nombreux pays. En France, il passe à 3 ans à partir de 1913. L'école est également mise à profit pour diffuser auprès des enfants un nationalisme raciste et guerrier. L'église ainsi que les médias participent également à la formation de cette mentalité de guerre.

Au cours du conflit, de nouvelles armes firent leur apparition: gaz chimiques asphyxiants, aviation et sous-marins. Pour combler le déséquilibre démographique par rapport à l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne enrôlent, essentiellement, de force des centaines de milliers d'indigènes coloniaux.

134 000 tirailleurs africains et 270 000 Maghrébins sont ainsi recrutés pour servir dans l'armée française. Des milliers d'autres viendront des Antilles, de Chine, d'Indochine, etc. Au total, pour la France, ce sont 600 000 soldats coloniaux qui participent aux combats, dont 450 000 en Europe.

Ces « coloniaux » sont souvent envoyés dans les combats les plus durs, comme en témoigne les taux de décès : 16 % pour la moyenne globale, 19 % pour les Maghrébins et 23 % pour les autres Africains. Ils sont morts pour une guerre qui n'était pas la leur, mais celle de leur colonisateur. Une partie importante de ces soldats restera en France: on a besoin d'eux pour reconstruire un pays entièrement dévasté. C'est le début de l'immigration africaine en France.

Véritable boucherie humaine, cette guerre montre la signification du mot "civilisé", au nom duquel l'Europe colonise le reste du monde.

Aujourd'hui, certains voudraient nous faire soutenir d'autres guerres avec les mêmes arguments. N'oublions pas les leçons de l'histoire.

La véritable nature de cette guerre est résumée par Anatole France et Paul Valery.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

19 juillet 1919, les « internationalistes » étaient au Nicaragua !

Par Maurice Lemoine

C'est dans un pays en crise que s'est déroulée la célébration du 40e anniversaire de la chute du dictateur Anastasio Somoza, renversé par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) le 19 juillet 1979. Ramené au pouvoir en novembre 2006 par les Nicaraguayens, après une douloureuse punition néolibérale de seize années, le Front et le président « historique » Daniel Ortega, réélu en 2011 et 2016, ont affronté pendant trois mois, en 2018, une très violente vague de manifestations, qui ont laissé sur le terrain de l'ordre de 200 morts, tant dans l'opposition que chez les sandinistes, et des centaines de blessés [1]. Si le calme est revenu, la crise n'est en rien terminée (nous reviendrons dans un prochain article sur les derniers développements de la situation).

Non étrangers aux événements, les Etats-Unis ont fait du Nicaragua un membre, avec le Venezuela et Cuba, de la « troïka de la tyrannie » (ou du « triangle de la terreur » suivant l'humeur du moment). La droite internationale et ses médias relaient, qui traitent Ortega de « dictateur ». Rien de très étonnant jusque-là. D'une manière plus troublante, des pans entiers de la « gauche » (ou ce qui en reste ; ou ce qui lui ressemble) suivent le mouvement. En Europe, et donc en France, groupuscules d'extrême gauche à l'internationalisme « relooké », organisations non gouvernementales (ONG) à haute teneur en subventions publiques, multinationales de défense des droits humains à géométrie variable s'acharnent sur le Nicaragua sandiniste et réclament la tête d'Ortega. On voit même d'anciens membres des brigades de solidarité, présents sur le terrain dans les années 1980, passer de la « pupusa » [2] à la pupUSA (tout en vilipendant Donald Trump pour se dédouaner). Disons pour résumer que le débat fait rage entre « frères » devenus ennemis.

Pour autant, Daniel Ortega et le FSLN n'étaient pas seuls le 19 juillet dernier à Managua. Une marée humaine les a accompagnés sur la place Jean-Paul II, où se déroulait la célébration. A cette démonstration aussi massive qu'incontestable, rendant quelque peu caduque l'idée qu'un « régime répressif » avait été confronté l'an dernier à une révolte « populaire », s'est ajoutée la présence remarquée de plusieurs centaines de membres d'organisations, mouvements sociaux et autres personnalités « internationalistes » venus à leurs frais témoigner de leur solidarité au Nicaragua sandiniste. Souvenirs des années 80 dans les cœurs, les têtes et les yeux, ils arrivaient du Panamá et de Colombie, du Guatemala, du Salvador, du Mexique, de l'Argentine et du Pérou, du Japon et même d'Europe [3]. La plus remarquée des délégations fut sans conteste la Brigade Salvador Allende, au sein de laquelle figuraient trente ex-combattants chiliens ayant affronté la mort aux côtés du FSLN, et au nom de laquelle s'exprima Pablo Sepúlveda Allende, petit-fils du « compañero-présidente » : « Comme l'a dit l'ami de la Brigade, alias "Patán", nous sommes prêts à venir défendre le Nicaragua, le Venezuela ou Cuba, quelque processus révolutionnaire agressé que ce soit, à n'importe quel moment ; nous, les contingents internationalistes, nous sommes prêts, tous, à venir défendre le Nicaragua. C'est pour moi un honneur d'être là. »

Très loin du progressisme académique, dans ce tourbillon de chants révolutionnaires, de consignes, de slogans, de souvenirs et de rires, d'espoir et de passion, on pouvait également croiser Patricia Rodas,



On ne parle plus de révolution mais de la célébration du 40e anniversaire de la chute du dictateur Anastasio Somoza, renversé par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) le 19 juillet 1979

l'ex-ministre des Affaires étrangères du président hondurien Manuel Zelaya, renversé en juin 2009 par un coup d'Etat. Rodas représentait le parti d'opposition de gauche Liberté et refondation (Libre), toujours dirigé par Zelaya. Moins médiatisé que le Nicaragua, le Honduras traverse une crise infernale, plongé depuis dix ans dans le chaos. Depuis juin, des manifestants par milliers réclament la destitution du président de droite Juan Orlando Hernández, au pouvoir depuis 2014 grâce à une fraude électorale et au viol de la Constitution [4]. Interrogée par nos soins sur le parallèle possible entre la situation des deux pays, Patricia Rodas a bien voulu répondre à nos questions.

Patricia Rodas : « Il y en a assez du double standard ! »

Question – Que signifie votre présence à Managua pour cette célébration ?

Patricia Rodas – Je suis ici au nom du parti Liberté et refondation (Libre) mais, surtout, et avant tout, pour représenter le peuple hondurien. Parce que ces quarante années de lutte, d'héroïsme et de défense sont aussi les siennes. La déroute de la tyrannie impérialiste représentée par Somoza a aussi été, à l'époque, une victoire du peuple hondurien. Nous ne pouvons pas oublier que des militants honduriens ont combattu Somoza au Nicaragua et que des compañeros nicaraguayens ont combattu à nos côtés dans toutes les phases de notre Histoire.

Cela nous amène à unir nos bras et nos volontés pour que les droites ne se consolident pas dans notre région, pour que ne s'installent pas des programmes politiques et économiques faits sur mesure pour les transnationales et les secteurs financiers, pour que ne pénètrent pas davantage le crime organisé, le narcotrafic, pour que nos peuples puissent continuer à lutter pour leur émancipation définitive et pour que cesse l'agression contre les référents des intérêts populaires dans nos pays.

Ainsi, pour ce quarantième anniversaire au cours duquel nous célébrons toute une ère d'héroïsme mais aussi d'agressions, nous sommes venus dire : « Ya basta ! » (ça suffit).

Q – De quelle manière, au cours de l'Histoire récente, les liens entre Honduras et Nicaragua se sont-ils renforcés ?

Patricia Rodas – Nous avons subi une quantité impressionnante d'agressions en provenance du régime impérial, qui s'impose à travers ses plateformes militaires, économiques et politiques. Lors du processus de transformation sociale initié par Manuel Zelaya, la réaction n'a pas été différente de celles que nous avions déjà tous connues par le passé : un coup d'Etat.

Quand le peuple est descendu dans la rue pour défendre la démocratie ainsi que la volonté souveraine et populaire, le soutien le plus patent est venu évidemment des pays de la région, et plus particulièrement de ceux de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) [5], regroupés pour construire une nouvelle forme d'intégration ayant comme arrière-fond la coopération, la solidarité et la complémentarité entre nos peuples. Mais l'appui le plus important a été l'asile qu'ont offert le peuple « nica » et le gouvernement de Daniel Ortega au président Zelaya, à son cabinet et à plus de deux mille compatriotes honduriens qui fuyaient la répression.

Q – Quelles conséquences a eu ce coup d'Etat au Honduras ?

Patricia Rodas – Une dictature s'est installée, une dictature dont la politique favorise les secteurs financiers nationaux et transnationaux, répond aux intérêts du « Southern Command » [Commandement Sud de l'Armée des Etats-Unis], lequel dispose d'une base militaire à Palmerola et dans d'autres régions moins connues du pays, comme la Moskitia [6], le golfe de Fonseca [7], etc., et, évidemment les « poderes fácticos » [8]> de l'oligarchie hondurienne. Ceux-là même qui se sont opposés au processus de transformation initié par le président Zelaya en faveur des secteurs populaires de notre pays.

C'est évidemment ça que nous appelons une dictature. Un régime odieux et despote, qui tue, qui assassine, qui réprime le peuple parce qu'il défend des droits inaliénables, celui de se nourrir, d'avoir une habitation digne, un accès à la santé et, surtout, de vivre en sécurité, sans narcotrafic ni crime organisé, sans « maras » [9]< assassinant dans les « barrios », sans extermination sociale à travers une police entraînée par le gouvernement des Etats-Unis. La moitié des pauvres du Honduras est assassinée par d'autres pauvres qui se sont engagés dans la police ! Voilà ce que nous appelons une dictature, une tyrannie…

Pourtant, et alors que les Honduriens sont dans la rue pour contester le président Juan Orlando Hernández, vous êtes ici ce 19 juillet, aux côtés du FSLN, alors même que Daniel Ortega est traité de dictateur par son opposition – qui elle aussi a violemment manifesté l'année dernière –, la droite internationale et même certains milieux de gauche et d'extrême gauche européens…

Effectivement, il y a des secteurs qui croient ou qui pensent que les manifestations honduriennes ressemblent à celles qui ont eu lieu au Nicaragua. La question de fond est la suivante : qu'est-ce qui s'est installé au Nicaragua ? Et comment ? Réponse au deuxième terme de l'équation : pas à travers les armes, pas à travers un coup d'Etat, pas à travers le crime organisé, pas financé par le narcotrafic, pas imposé par des forces armées étrangères, comme celles du « Southern Command », pas sous pression de l'impérialisme ! Simplement, à travers les urnes, le peuple nicaraguayen a voté pour un gouvernement et pour un président.

Si quelqu'un ou quelques-uns estiment que le régime doit tomber, qu'ils s'organisent politiquement, aillent de maison en maison pour obtenir l'appui populaire, mais qu'ils ne le fassent pas à travers le Département d'Etat, le Pentagone et leurs nouvelles modalités d'agression.

Maintenant, ceux-ci utilisent des « plateformes sociales » construites par l'Empire dans les années 1990, dans notre région. Les ONG [organisations non gouvernementales] par exemple. N'oublions pas qui les finance ! L'argent excédentaire des régimes financiers étatsunien et européen dirigés vers nos pays, supposément pour la coopération et le développement, avec des sommes supérieures aux budgets de nos Républiques, et qui, finalement, ne produisent aucun résultat. Des ONG, des hiérarchies ecclésiastiques – je ne parle pas là du phénomène de la foi religieuse de nos peuples, mais des hiérarchies ecclésiastiques –, ces « élites », toujours au service des intérêts des puissants. Et les puissants de nos pays sont les partenaires des transnationales…

Nous, nous sommes clairs. Au Nicaragua, il y a eu une agression utilisant des plateformes sociales alternatives construites par l'Empire. Ce sont les mêmes que celles qui existent au Honduras, avec les mêmes objectifs : dépolitiser la politique, diaboliser la politique, ôter au peuple le désir de lutter pour conquérir le pouvoir. Ils ne l'ont obtenu ni au Honduras ni au Nicaragua. Nos peuples demeurent debout et il y en a assez du double standard. Surtout venant de personnages qui se disent progressistes ou révolutionnaires. S'ils n'ont aucune affinité avec ceux qui luttent, qu'ils reconnaissent au moins l'ennemi commun. S'ils s'imaginent que c'est Washington qui va venir lutter en faveur du peuple, je crois qu'ils sont complètement dans la lune !

Alors, qu'ils se mettent au clair. S'ils semblent ne plus avoir suffisamment de neurones pour faire un minimum d'analyse, peut-être est-ce simplement que l'avant-garde de nos processus révolutionnaires n'est pas constituée par une « élite de la connaissance et de l'académie », mais par les va-nu-pieds de notre terre. Jamais on ne peut se prétendre révolutionnaire si l'on n'est pas capable de se reconnaître dans le regard des déshérités.

Notes

[1] Sur cette crise, lire : http://www.medelu.org/Quand-on-veut-noyer-l-ALBA-on-l-accuse-d-avoir-la-rage

[2] Tortilla de maïs fourrée de viande, de fromage ou de haricots rouges, présente dans toute l'Amérique centrale.

[3] Le Comité européen de solidarité avec la révolution populaire sandiniste comptait dans ses rangs des comités et associations de Belgique, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne (dont des délégations de Catalogne et du Pays basque), France, Italie, Danemark, Suède, Finlande et Portugal.

[4] Lire « Au Honduras, tout est mal qui finit mal » – http://www.medelu.org/Au-Honduras-tout-est-mal-qui-finit

[5] A l'époque Cuba, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Venezuela,



Patricia Rodas, l'ex-ministre des Affaires étrangères du président hondurien Manuel Zelaya

la Dominique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Antigua et Barbuda (les putschistes honduriens ayant immédiatement retiré leur pays de l'organisation).

[6] Immense région de forêt tropicale très peu peuplée (essentiellement d'indigènes Miskitos), répartie sur le Nicaragua et le Honduras, le long de la côte atlantique.

[7] Golfe situé sur l'océan Pacifique et bordé par le Salvador au nord-ouest, le Honduras à l'est, le Nicaragua au sud.

[8] Pouvoirs de fait opérant en marge du pouvoir politique : acteurs économiques, multinationales, médias, ONG, « think tanks », Eglise(s), etc.

[9] Bandes de délinquants ultra-violents, particulièrement actives au Salvador et au Honduras, absentes du Nicaragua.

Mémoire des luttes 24 juillet 2019

Les multiples visages de la migration haïtienne et l'urgence de construire une « Autre Haïti possible »

Par Wooldy Edson Louidor

La migration haïtienne, vieille de plus d'un siècle et à multiples visages, dont les *braceros*, les « *exilés* », la « *diaspora* », les *boat-people* et aussi de nouvelles catégories (telles que *migrants humanitaires*) –ces dernières ont surtout surgi suite au séisme du 12 janvier 2010-, a suscité des interprétations diverses, voire contradictoires, au sujet de ces millions de concitoyennes et concitoyens vivant en terre étrangère.

Diaspora, un concept ductile

La diaspora (*dyaspora* en créole) est l'un des mots les plus significatifs à faire partie du lexique des Haïtiennes et Haïtiens du commun des mortels en matière de migration, outre les efforts consentis par des chercheurs en vue d'appliquer ce concept ductile à nos compatriotes vivant à l'étranger, de quantifier leur démographie hétérogène, de situer leur géographie globale, de cerner leurs différents statuts socio-juridiques et leur poids socioculturel dans leur pays d'accueil et enfin de calibrer l'ensemble de leurs apports –en termes économiques, financiers et autres- à Haïti.

Le géographe haïtien Georges Anglade, de regrettée mémoire, est l'un des pionniers de cette démarche consistant à étudier avec rigueur scientifique la « diaspora haïtienne »: il estimait en janvier 2009 à presqu'un tiers cette diaspora (quatre millions) -vivant « hors pays »- et à deux tiers (dix millions) la population « dedans pays ».

Cependant, le concept de diaspora en soi couvre un univers sémantique de plus en plus ample: allant de l'exode des juifs depuis l'Ancien Testament (la diaspora juive), aux multiples déterritorialisations de personnes et de communautés déracinées dans le monde actuel (la diaspora syrienne, par exemple), en passant par la traite négrière (la diaspora négro-africaine) et les nombreux exils dus aux guerres (la diaspora arménienne, colombienne, etc.) et aux dictatures (la diaspora argentine, uruguayenne….).

En fait, l'éventail des représentations spontanées que les Haïtiennes et Haïtiens se font de leur diaspora est large. Sans nul doute, l'une de ces plus « belles représentations » s'est basée sur les transferts d'argent que cette diaspora envoie à son pays d'origine : de l'ordre de 2,98 milliards de dollars en 2018, selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2019. Il est beau d'entendre que ce sont les Haïtiens (ceux de la diaspora) qui aident le plus leurs compatriotes restés en Haïti.

Par ailleurs, l'une des représentations les plus « laides » de la diaspora haïtienne consiste à considérer ces compatriotes, vivant surtout dans le Premier monde, comme des « riches », dont certains profitent de leurs dollars américains ou leurs euros pour s'adonner à toutes sortes de bambocheş, voire de débauches, au cours de leurs vacances dans ce « pays pauvre ».

Entre ces deux extrêmes « Haïtien solidaire avec les siens restés au pays » versus « nouveau riche bambocheur », la « diaspora haïtienne » suscite toute une panoplie d'images bourrées de contradictions; ce qui montre, par ailleurs, l'hétérogénéité desdites représentations socioculturelles.

Quelques exemples. D'une part, ils sont considérés comme « ces Haïtiens qui ont décidé d'abandonner Haïti par manque d'attachement à leur pays»; d'autre part, on parle de «fuite de cerveaux », de « saignée pour le pays ». D'un côté, ils sont taxés d'« opportunistes qui profitent de la moindre occasion politique pour retourner en Haïti et venir téter les mamelles de cette mère moribonde » ; de l'autre, ils sont vus comme « des victimes de l'indifférence d'un pays qui les exclut (ceux et celles ayant un passeport étranger) de la possibilité de le servir ».



Les exilés

Aussi ces contradictions invitent-elles à remonter à l'époque de la chute des Duvalier, le 7 février 1986, pour tenter de dresser une généalogie rapide de cette « diaspora haïtienne ». À cette époque, ponctuée par la liesse populaire, un grand nombre d'exilés haïtiens, dont des intellectuels, chercheurs et professeurs universitaires, journalistes engagés, hommes et femmes politiques de gauche, poètes, etc., retournaient à leur terre natale.

L'Université d'État d'Haïti (UEH), la politique, la littérature, le secteur de la justice, le monde des organisations ouvrières, paysannes, des radios communautaires, des luttes féministes, la société civile dans son ensemble, le journalisme et la gauche avait soudainement reçu une bouffée d'air frais. L'heure d'un nouveau départ, d'un renouveau et d'une « deuxième indépendance » (après celle de 1804) pour Haïti était sonnée, et tous les Haïtiens et Haïtiennes de l'intérieur et de l'extérieur se donnaient rendez-vous –excepté les *macoutes*- pour commencer le chantier.

L'aéroport de Port-au-Prince était devenu le lieu des retrouvailles et le symbole de la renaissance de tout un peuple. Le phénix était en train de renaitre de ses cendres. « Exilés », « réfugiés », « anciennes victimes de la persécution politique » : autant d'appellations qui ont été utilisées pour nommer ces Haïtiennes et Haïtiens vaillants prêts à reconstruire leur pays, après avoir âprement lutté et souffert sous un régime sanguinaire et après avoir bu le calice amer de l'exil jusqu'à la lie.

La littérature haïtienne de l'exil donne la mesure de cette mixture de nostalgie, de déracinement et donc de désir de *retourner au pays natal* –comme écrivait le poème martiniquais Aimé Césaire- et aussi de volonté de *refaire leur vie sur leur terre d'accueil* (loin d'un pays, où ils ont trop souffert et dont ils se sont sauvés), à laquelle faisaient face ces exilés.

Les braceros

Cinq ans plus tard, en 1991, ce chaleureux accueil réservé à ces Haïtiennes et Haïtiens de la *diaspora* sera très différent de l'indifférence relative dans laquelle des milliers de *braceros* et leurs descendants –ayant été expulsés en masse du pays voisin par le président dominicain antihaïtien Joaquín Balaguer- seront reçus par leurs compatriotes. D'aucuns y ont vu un « *deux poids deux mesures* », affiché par l'ensemble de la société haïtienne envers ses frères et sœurs en détresse.

Bien sûr, il faut souligner que les deux contextes historiques n'étaient pas les mêmes et les statuts migratoires des deux groupes d'Haïtiens étaient distincts : d'une part, des réfugiés ou exilés, dont certains ont été torturés, violés, bastonnés, avant leur déracinement; d'autre part, des travailleurs migrants « volontaires » (qui étaient pourtant traités comme des esclaves surtout dans les bateys), dont la majorité étaient arrivés au pays voisin dans le cadre des accords conclus entre leur propres autorités et l'État dominicain.

Au-delà de ces différences à peine esquissées plus haut, il y a lieu de souligner quand même une condition commune entre les deux groupes : ils/elles sont des Haïtiennes et Haïtiens qui étaient victimes d'injustices et méritaient le même accueil fraternel. Cependant, l'une des représentations (prédominante malheureusement jusqu'à nos jours) –qui s'est depuis construite autour des migrants haïtiens rapatriés du pays voisin- consiste à considérer ceux-ci comme des Haïtiens qui « n'arrivent pas à comprendre que le voisin ne nous aime pas et ne veut pas de nous sur son territoire ».

Des scènes, où ces rapatriés traversent la frontière vers un pays jusque-là inconnu pour plusieurs d'entre eux, sont très pénibles. Des compatriotes vont parfois jusqu'à leur dire non sans dérision : « Pourquoi vous étiez-vous rendus là-bas ? Maintenant, souffrez des conséquences de votre décision ? »

De quelle décision parle-t-on dans un pays dont la majorité des fils et filles sont obligés de le fuir pour pouvoir survivre?, peut-on se demander.

Il faut également souligner des *textures de solidarité et d'hospitalité* envers ces rapatriés, dont ont *suite à la page(18)*

AVIS DE DIVORCE

Par ces Motifs, le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintenant le défaut octroyé à l'audience précitée contre la défenderesse et pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence, le Divorce de la dame Bernadette Françoise Désir d'avec son époux Balaham Saint-Louis, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Port-au-Prince, le 23 mai 2019. N.B. Deuxième publication. Claude Charles. Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal jugeant au vœu de la loi et sur conclusions du Ministère Public, après avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée ; Maintient le défaut octroyé à l'audience du 02 Juillet 2019 ; Admet le divorce des époux Jean Franquil Vil femme née Juliana Henry pour injures graves publiques aux torts de l'époux ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Dit que l'épouse peut reprendre le nom de sa jeune fille Juliana Henry ; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Croix-des-Missions de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement après l'accomplissement des formalités légales ; Compense les dépens, en raison de la qualité des parties ; Commet l'huissier Pierre Vixama pour la signification du présent jugement.

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Me PIERRE LOUIS Pierre Apsorde Juge à l'audience Civile de Divorce, ordinaire et Publique du Mardi deux (02) Juillet deux mille dix-neuf en présence de Me Jean Thomas Espady faisant office de ministère public et avec l'assistance de notre greffière Rose Gurlaine Moise.

Il est ordonné à tous Huissiers, sur ce requis de mettre la présente décision à exécution ; aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter mains forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute de la présente décision est signée du Juge et de la Greffière susdite.

Suite de la page (9)

border security in their War on Terror, the U.S. also bankrolls the Dominican *Cuerpo Especializado en Seguridad Fronteriza Terrestre* (Specialized Border Security Corps, CESFRONT) established in 2013. Note that the formal border between Haiti and the Dominican Republic was erected in 1929 during the U.S. occupation of the entire island.

(To be continued)

[1] Haitian Kreyòl for: Outrage, Do it in Kreyòl. This is an excerpt from Guerchang Bastia's new Haitian roots album.

[2] February 7 marks the anniversary of the overthrow of the 29-year dictatorship of the Duvalier family in 1986.

[3] The partial report revealed that $4,237,598,789.12 (so far) have been misused and/or embezzled. For more information, see http://haiti-info.media/audit-specifique-de-gestion-du-fonds-petrocaribe-cscca/

[4] Rara is a festive type of music performed and danced in the streets, typically during Easter Week. The songs are usually commentaries on current social and political issues. For more information, consult U.S. anthropologist Elizabeth McAlister's (2002) Rara! Vodou, Power, and Performance in Haiti and Its Diaspora.

[5] Many of the visible and boisterous leaders of the Party are baldheaded men.

[6] Agritrans S.A. established Haiti's first agricultural export trading zone in the Northeast of the country, dispossessing landed peasants despite the protests of local organizations.

[7] The report was incomplete since the Court experienced "slowness and difficulty finding the majority of documents linked to said projects. . . from the concerned institutions" like the *Banque de la République d'Haiti* (Republic of Haiti Bank) and the *Ministére de l'Economie et des Finances*(Ministry of the Economy and Finances. This sentence figured in the Court's official report. See link above in note 4.

[8] For more information, consult http://rnddh.org/content/uploads/2019/03/1-Rap-bilan-manifestations-et-op%C3%A9ration-de-verrouillage-19Mar19.pdf

[9] Built in 2008, the U.S. Embassy in Haiti is the fourth largest in the world.

[10] The Group Core is composed of the Special Representative of the United Nations Secretary-General, the ambassadors of Brazil, Canada, France, Germany, Spain, the European Union, the United States and the Special Representative of the Organization of American States.

[11] For full speech, see http://www.jovenelhaiti.com/jovenelMoïsevideos/president-jovenel-Moïse-adresse-a-la-nation-14-fevrier-2019.html

[12] Konbit is a mode of non-monetized exchange of labor and resources between family members and neighbors occupying a given territory. The practice has many other appellations throughout the country. For more information, see Beauvoir, Rachel and Didier Dominique. 2003 [1989]. *Savalou E.* Montréal: Editions du CIDIHCA. In this case, konbit is used instead of coalition.

[13] In 1954, Congress passed the Agricultural Trade Development and Assistance Act, known as Public Law 480, to "enable food-deficit 'friendly countries' to purchase US agricultural commodities with local currency." In other words, this program would help to dispose U.S. agricultural surpluses overseas. In 1985, through a presidential ordinance, Jean-Claude Duvalier established the *Programme d'Alimentation pour le Développement, Bureau de Gestion PL-480/Titre III* (Food Program for Development, Management Bureau PL-480/Title III) to manage (and monetize) food aid from the U.S. and eventually Canada, Spain, Italy, France and Japan. In 2008, under the administration of René Préval, the Management Bureau was replaced by the Monetization Bureau of Development Aid Programs (BMPAD) to primarily monetize the PetroCaribe funds (and to continue to serve as the National Agency for Implementation for the World Bank).

[14] Incorporated in Texas in 2011 and registered in the British Virgin Islands, Novum Energy of course is a competitor of PDVSA. Since late February, the company refuses to dock to delivery 150,000 barrels of petroleum until it receives its late payment of more than $60 million from BMPAD. Gas shortage entails longer periods of blackout since the electricity production in Haiti depends on petroleum.

[15] First, Haiti abstained from voting in the June 2018 OAS decision to recognize or reject Nicolas Maduro. At the second vote, Haiti voted against the Bolivarian leader. Recall that the Special Representative of the OAS is a member of the Core Group.

[16] U.S. Historian Peter Hudson's (2017) Bankers and Empire: How Wall Street Colonized the Caribbean exposes this scheme.

[17] General Raoul Cédras trained alongside chief of military intelligence Manuel Antonio Noriega Moreno who served as a de facto ruler in Panama after a coup d'état. Cédras sought refuge in Panama after his removal.

[18] After years of negotiations with former U.S. president Bill Clinton, Aristide returned to Haiti with United Nations troops. Structural adjustment transformed the Caribbean country into what social movement critiques call "the Republic of NGOs." Moreover, Haiti's food dependency on the United States dramatically increased. Today, for example, 80% of rice imports hail from the Great Northern power.

[19] Denizens of popular neighborhoods (low-income communities) refer to these spaces as ghettos/*geto*.

[20] According to UneAfro militants in Brazil, *Cité Soleil* especially served as a laboratory for the Brazilian army to test and perfect its tactics to undermine and displace favela residents before the 2014 World Cup. The migration of over fifty thousand Haitians over the last fifteen years to Brazil promises to further develop a Pan-African consciousness.

[21] Find out more about this scandal in Michel Mitchell's (2012) documentary *Haiti: Where did the Money Go?*

[22] In 2008, Michel Martelly's band Sweet Micky released an album entitled *Bandi Legal*– Legal Bandit.

[23] Consult the research of *Groupe d'Appui aux Rapatriés et aux Réfugiés*-Support Group for the Repatriated and Refugees (GARR) for more information.

The original version of this article was first published on the website LeftEast in June. Haïti Liberté has lightly edited the article for republication.

Suite de la page (8)

plus en vue en Haïti et connus pour leur prise de position contre pratiquement tous les gouvernements. Selon lui « Lilianne Pierre Paul (Radio Kyskeya) et Jean Monard Metellus (Radio Caraïbes) sont les deux plus grands voyous de la presse haïtienne ». Le futur Premier ministre de conclure : « Ils réclament la démission du Président tout simplement parce qu'ils ne l'ont pas voté. Les voyoutocrates de la presse et les voyous de l'opposition veulent gagner à tout prix : soit par les élections ou par la manif ».

Bien évidemment, Fritz William Michel a démenti avec la plus grande force ces « allégations » ; ce sont ses ennemis qui cherchent à l'empêcher d'accéder à la Primature. Sauf qu'au moment où il écrivait ces « bêtises », il ne rêvait pas un instant d'être nommé un jour Premier ministre. Il ne faisait qu'exprimer comme tout citoyen et internaute ses sentiments par rapport à telle et telle attitude d'autres citoyens et compatriotes. Rattrapé aujourd'hui par ses écrits controversés, il crie aux complots. Pourtant, personne ne peut imaginer que quelqu'un attendait patiemment devant son ordinateur ou avec son smartphone en main depuis des mois la nomination de Fritz William Michel le 22 juillet 2019 comme Premier ministre pour se précipiter de créer un compte Twitter juste pour lui barrer la route en postant ces dizaines de tweets dès sa nomination par le Président Jovenel Moïse. On n'y croit pas. Fritz William Michel peut bien se défendre en criant aux loups et même si des soi-disant enquêtes sont en cours afin d'identifier la provenance et les auteurs de ces tweets, il n'en demeure pas moins que la coïncidence, si c'en est une, est bien troublante. Ce qui est certain, les « voyous de la presse et de l'opposition » l'attendent au tournant. Et ce n'est pas ce qu'il a écrit le 21 avril 2019 sur son fameux compte Twitter « Michel Martelly est sans doute le politicien ou l'un des acteurs incontournables de la politique d'Haïti » qui va l'épargner. Dans ces conditions, son chemin de croix vient à peine de commencer.

C.C

PS : Comme tous les ans, « La Tribune » se mettra au vert loin du théâtre des opérations sociopolitiques haïtiennes durant tout le mois d'août. Elle vous donne rendez-vous le mercredi 4 septembre. D'ici là passez de bonnes vacances.

Catherine Charlemagne

Suite de la page (12)

la nation.

Cette dictature institutionnelle a déjà été discutée en détail et sera renforcée par des réformes fiscales, politiques, budgétaires, judiciaires, etc., qui laisseront le monde du travail et le pays entre les mains du grand capital mondialisé et de l'impérialisme, par l'intermédiaire de ses opérateurs locaux - les grands médias, la Justice, la Police, le Congrès, les Forces armées, tous déjà sous le contrôle de l'impérialisme et corrompus jusqu'à l'os. Une réalité confortée par la destruction de tout espace de légalité réelle et par l'adoption de la loi de la jungle imposée par le grand capital dans la gestion de la société.

Il est impératif de dépasser la politique et les propositions des dirigeants collaborationnistes avant que la métamorphose pathologique de la société nationale et de ses institutions ne se consolide. Il est urgent de lutter, dans les rues, dans les usines, dans les écoles, dans les campagnes, dans les quartiers, pour en finir avec ce deuxième gouvernement putschiste et le régime qu'il est en train de mettre en place. Avant que le Brésil ne soit transformé en néocolonie du capitalisme mondialisé, et sa population en semi-esclaves salariés, sous la botte de la police et des militaires, aux ordres de généraux tout à fait étrangers au pays. Avant que toute la nation ne se fige dans l'enfer où nous vivons déjà.

NdE

Abrantès : allusion à une phrase devenue proverbiale dans le monde lusophone, Está tudo como dantes no quartel de Abrantes (Tout est comme avant dans la caserne d'Abrantès), prêtée à la population de cette localité proche de Lisbonne où le sergent, bombardé général, Junot, à la tête des troupes d'invasion napoléoniennes, installa son QG en 1807, se proclamant « Duc d'Abrantès ». Équivalent de « Tout va très bien, Madame la Marquise », la phrase illustrait la passivité observée par le roi du Portugal João VI et son appareil face à l'avancée des troupes bonapartistes.

Duplo Expresso 18 juillet 2019
Traduit par Jacques Boutard
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 20 juillet 2019

La résistance palestinienne à la contre-offensive !

Par Entsar Abu Jahal



Le Hamas n'est pas un mouvement terroriste, mais un mouvement de libération nationale résistant à juste titre à l'occupation d'Israël

Lors d'une réunion tenue le 10 juillet au Liban par les dirigeants du Hamas à l'étranger, le mouvement a fait savoir qu'il avait décidé d'un plan pour contrer le ciblage systématique du mouvement par Israël, regrettant que des partis palestiniens, arabes et islamiques collaborent à de telles campagnes.

Le Hamas a récemment fait l'objet d'arrestations, de poursuites, d'un blocus financier, de campagnes visant à assécher ses ressources et de campagnes médiatiques organisées et planifiées qui ont affecté le mouvement aux niveaux politique, diplomatique, médiatique et financier.

Raafat Murra, responsable du département des médias du Hamas à l'étranger, a déclaré à Al-Monitor que la cause palestinienne était confrontée à une attaque sérieuse et systématique, les principales questions palestiniennes – à savoir Jérusalem et les réfugiés – risquant la liquidation suite aux connivences israéliennes et américaines qui ont conduit à « l'accord du siècle » américain et à la réunion économique de Bahreïn.

Il a déclaré que la principale raison pour laquelle le Hamas est pris pour cible est son poids politique, sa popularité et sa capacité à faire face à Israël et aux complots visant à liquider la cause palestinienne. Israël, a-t-il dit, cible de plusieurs manières le mouvement à l'étranger.

« Ces mesures comprennent des assassinats ciblés, des pressions politiques et des agressions en matière de sécurité. Des rapports sont également fournis à plusieurs gouvernements à travers le monde dans le but de fausser l'image du mouvement et de porter atteinte à ses relations avec ces mêmes gouvernements. Ajoutons à cela le blocus financier et les opérations d'arrestation visant un certain nombre de cadres et de sympathisants du mouvement », a encore expliqué Murra.

Il a indiqué que les campagnes ciblant le Hamas à l'étranger sont associées à des campagnes visant le mouvement en Palestine même. Celles-ci sont illustrées par le blocus israélien sur la bande de Gaza et les tentatives persistantes d'Israël pour espionner le mouvement, entraver les efforts de réconciliation nationale et empêcher la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Toujours selon Murra, le ciblage du mouvement à l'étranger s'inscrit dans le cadre des efforts américains et israéliens pour résoudre à leur manière le problème des réfugiés, d'autant plus que le Hamas exerce une forte influence politique, populaire et médiatique au sein des communautés de réfugiés palestiniens à l'étranger et s'efforce de consolider et de renforcer leur rôle dans le processus décisionnel national palestinien, tout en assurant leur représentation au sein des institutions. « Nous sommes actuellement engagés dans d'importantes initiatives pour faire face aux menaces auxquelles nous sommes confrontés », a ajouté Murra.

Interrogé sur la nature de ces initiatives, il a expliqué qu'elles s'appuyaient principalement sur des contacts politiques, des relations avec des organisations amies et alliées, sur la protection face aux opérations d'arrestation et aux menaces à la sécurité, sur la résolution du problème du blocus financier, sur l'approfondissement des relations avec la communauté des réfugiés et sur le rejet de la normalisation.

Il a souligné que ce qu'il fallait avant tout, c'était renforcer l'action nationale pour établir un contexte politique et social capable de confronter l'accord du siècle. Murra a refusé de fournir plus de détails sur le plan en question. « Nous confirmons que le Hamas restera engagé dans le projet de résistance et de libération et qu'il devra faire face aux agressions contre le mouvement, avec un travail plus soutenu et des efforts plus importants qui conduiront finalement à l'indépendance », a-t-il ajouté.

Ibrahim al-Madhoun, un analyste politique proche du mouvement Hamas, a déclaré à Al-Monitor qu'il y avait une attaque ciblée et globale d'Israël et d'autres pays – dont certains de la région – contre le Hamas, ainsi que ses dirigeants et ses partisans à l'étranger.

Les attaques, a-t-il dit, comprennent des opérations d'assassinat telles que celle qui s'est produite avec le militant du Hamas Mohamed al-Zouari en Tunisie, ainsi que des opérations d'enlèvement et de poursuites telles que celle perpétrée contre le scientifique irakien Taha al-Jubouri, qui aurait des liens avec le Hamas. Des efforts sont également déployés pour inscrire les cadres du mouvement sur les listes terroristes américaines, comme cela s'est passé avec le responsable du bureau politique du mouvement, Ismail Haniyeh, et son adjoint, Saleh al-Arouri.

Madhoun a déclaré que la raison pour laquelle le mouvement est ainsi pris pour cible est son rôle important à l'extérieur, puisqu'il soutient à la fois la cause palestinienne et la résistance avec de l'argent et des armes et y bénéficie d'un environnement favorable. Il s'active également à la mobilisation du peuple et à gagner des positions politiques en faveur du mouvement et de la cause palestinienne. Il mobilise les Palestiniens de la diaspora et dirige des institutions à l'étranger.

Tout en soulignant que le mouvement ne fournissait aucun détail sur ses plans, il espérait qu'il inclurait une série de mesures préventives, d'autant plus que le Hamas dispose d'un vaste réseau d'institutions et de réseaux de relations politiques et d'une expérience précieuse dans le travail politique, médiatique et institutionnel. Ceci, selon lui, lui permettra de contrer la campagne qui le cible.

Hussam al-Dajani, professeur de sciences politiques à l'université Al-Ummah, explique à Al-Monitor que l'attaque la plus grave à laquelle le mouvement du Hamas est confronté est le blocus politique et l'inscription sur les listes du terrorisme international. Cela, dit-il, expose les membres et les cadres du mouvement à des poursuites pénales internationales et les prive d'une stabilité financière et politique, tout en gênant fortement leur accès aux postes de responsabilités, même à travers l'expérience démocratique. « Certains pays arabes et islamiques tentent d'associer ce mouvement aux Frères musulmans, qui sont considérés comme un groupe terroriste, impactant et perturbant ainsi les relations extérieures du mouvement », a-t-il ajouté.

Dajani déclare aussi que la raison la plus importante de cette campagne était l'absence de justice internationale et de possibilité d'un recours au niveau international face à de nombreuses décisions. Il souligne que les États-Unis exerçaient également des pressions sur les pays européens et arabes pour qu'ils condamnent et rompent leurs relations avec le Hamas.

Le Hamas, ajoute-t-il, n'est pas un mouvement terroriste, mais un mouvement de libération nationale résistant à juste titre à l'occupation. Il se demande dans le même temps pourquoi aucun parti israélien n'avait jamais été qualifié de terroriste.

Selon Dajani, le Hamas est politiquement affecté par cette campagne, puisque ce mouvement a l'ambition de promouvoir la cause palestinienne dans toutes les enceintes internationales. Le mouvement a également été affecté au niveau des médias à travers les campagnes diffamatoires qu'Israël tente de lancer contre ses dirigeants. La chaîne israélienne Channel 12 a diffusé une vidéo plus tôt ce mois-ci dans laquelle Suheib Yousef, le fils du cofondateur du Hamas, Cheikh Hassan Yousef, a parlé de sa désillusion vis-à-vis du Hamas. Sur le plan économique, les institutions deviennent prudentes quant au financement du mouvement, que ce soit directement ou indirectement. « Cette campagne a empêché le mouvement d'accéder aux postes diplomatiques de haut niveau », dit-il encore.

Selon Dajani, le Hamas tente de contrer ces attaques en s'ouvrant au monde extérieur et en essayant de se promouvoir en tant que mouvement pragmatique, flexible et non terroriste : « Le Hamas compte sur sa capacité à faire une avancée concernant sa situation au niveau international. »

Il note que face à de telles attaques, le Hamas se retrouvait confronté à un défi de taille, compte tenu de l'absence de réconciliation nationale. C'est pourquoi le mouvement doit se concentrer sur la fin de la division politique.

Bien qu'il ne soit pas facile pour le mouvement de faire face à de telles attaques avec ses propres moyens, les changements politiques internationaux pourraient jouer en sa faveur, d'autant plus que le contrôle de la bande de Gaza par le Hamas est une carte puissante qui empêche le monde de le placer à l'écart.

* Entsar Abu Jahal est une journaliste palestinienne qui couvre l'actualité. Elle poursuit actuellement une maîtrise en journalisme et collabore avec plusieurs journaux locaux et arabes, ainsi que diverses stations locales.

Chronique de la Palestine 23 juillet 2019



Suite de la page (4)

de commentaire ! Mais, la DCPJ ne devrait-elle pas profiter de ces pistes pour enquêter sur des dossiers relatifs à la disparition de Vladimir Legagneur, la photo journaliste, l'incendie en décembre dernier des locaux de Radio Télé Kiskeya les tirs périodiques sur les locaux abritant Radio Télé Zenith, l'assassinat le 10 juin de Rospide Pétion journaliste de Radio Sans Fin, l'incendie des locaux de la radio *Vwa Peyizan Sid* en juin dernier ?

Cependant, il convient de se rendre à l'évidence que ce Fritz William Michel représentant authentique des secteurs foncièrement rétrogrades, ne se gênent guère d'insulter la mémoire des milliers de *Kamoken* sauvagement torturés dans le geôles putrides de Fort Dimanche, tristement célèbre avant d'être enterrés vivant. Irrémédiablement obsédé de pouvoir, de gloire, de matières sonnantes et trébuchantes comme en témoignent ses hautes capacités de détournement de deniers publics. Ses passages au poste d'administrateur au Ministère de l'Agriculture octobre 2011 et février 2012, et comme chef de cabinet de Jude Alix Salomon, suffisaient à ti Michel ce nouveau PM Gwo Moso pour siéger parmi les multi millionnaires du monde entier.

Ses tweets incendiaires qui ne sont que des preuves palpables que ses instincts de criminel monomane peuvent le motiver à faire disparaitre les journalistes incorruptibles et serait prêt à tout pour parvenir à ses fins de despotes atypiques. Et, depuis plus de 10 ans déjà cette besogne malsaine de croque-mort impénitent de la presse d'avant-garde a été confiée à ce minable connu sous le nom de Fritz William (ti) Michel. Qu'attend l'ANMH pour sortir de son mutisme que l'on peut qualifier sans ambages de complice face ce danger imminent qui menace la presse.

CV de Fritz Michel Lapin

A l'instar du choléra, du VIH Sida, de l'Ébola, du cancer et autres pandémies récursives, ces élites composées essentiellement de mafias syro-libanaises et le régime Tèt Kale suite au galvaudage des 4.6 milliards des fonds Pétro Caribe, qui a porté des douloureux préjudices au pays tout entier font bon ménage. Les massacres dans les quartiers à forte concentration populaire et l'asphyxie à outrance de l'économie font partie intégrante de leur stratégie de dépopulation. Et, cette oligarchie mulâtre/arabe, de contrebandiers, de trafiquants de cocaïnes, d'armes, et ces multinationales vivent foncièrement de corruptions et de concussions.

Selon les révélations de Joel Léon, ti Michel est loin d'être un novice en politique et a fait ses débuts parmi les assaillants de Guy Philipe à l'occasion du chamboulement GNB entre 2002 et 2004. En cette occasion les contrebandiers et autres trafiquants de toutes sortes déambulaient chaque dimanche dans trois communes Port-au-Prince, Pétion-Ville et Delmas jusqu'à la Place Jérémie. Ti Michel a eu l'unique occasion de se frotter avec André Apaid, Charles Becker, Boulos et humer avidement la sueur de la discrimination qui s'exsudait de leur haine incurable contre les masses opprimées.

En guise de butin pour avoir craché ses aversions astringentes sur les héros de l'indépendance en compagnie des éternels consuls honoraires et autres réfugiés économiques, ti Michel fut casé dans l'administration publique. Sous Martelly ses pratiques de corruption lui ont permis de devenir multi millionnaire en un laps de temps, ce que peut prouver sa luxueuse villa à Thomassin. Le Ministre d'alors Herbert Docteur, sur la base de documents l'éclaboussant dans des actes de détournement de fonds, a passé des ordres formels pour qu'il soit jeté en prison avec l'accusation de dilapidateurs de deniers publics.

Mais, ses protecteurs Reynold Deeb et Wilson Laleau se sont catégoriquement opposés à cette sanction. Imposé par ce même Laleau comme chef de cabinet de Jude Alix Salomon au Ministère des Finances, le pays allait connaitre le pire déficit budgétaire de son histoire soit de 25 milliards de gourdes. Sur la base de ces crimes financiers, nous allons voir comment va-il s'en prendre pour décrocher cette fameuse décharge indispensable à sa ratification. L'avènement de ti Michel vient étayer la thèse selon laquelle Tèt Kale et Jovenel Moise ont signé un pacte avec les corrupteurs et les corrompus pour pouvoir se perpétuer au pouvoir et enfoncer encore Haïti dans les égouts de la misère. Au peuple opprimé de dire le dernier mot.

Suite de la page (15)

témoigné (et continuent à témoigner) des groupes de la société civile et aussi des Haïtiennes et Haïtiens du commun des mortels aux différents points frontaliers du pays. Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) en est un exemple éloquent, sans oublier le Centre Pont, le Service Jésuite aux Migrants (SJM) et des réseaux frontaliers. Depuis 1991, le GARR accueille ces rapatriés, lance des campagnes de communication et de plaidoyer en faveur du respect de leurs droits et les aide à s'intégrer sur le plan socioéconomique dans leur pays.

« Exilés » et « braceros » sont donc les deux visages les plus connus de la migration haïtienne : on tend à définir les premiers et tous ceux et celles vivant surtout dans le Premier monde comme la « diaspora haïtienne», pendant que les deuxièmes travaillant surtout dans les bateys en République Dominicaine sont traités en parents pauvres, des migrants de seconde zone.

Les boat-people

Donc, la notion élitiste de diaspora a été essentialisée, ainsi que la migration haïtienne en République Dominicaine. Sans qu'on tienne parfois compte de la « nouvelle migration haïtienne dans le pays voisin » qui inclut -depuis environ les années 90-des étudiants et des travailleurs du secteur tertiaire. Cette essentialisation a contribué à rendre invisibles ou sous-représentés d'autres visages de la migration haïtienne pas seulement en République Dominicaine, mais dans l'ensemble.

À commencer par celui de *boat-people* qui, surtout dans les années 80 et 90 du siècle dernier, ont fait la une des médias dans le monde entier et retenu l'attention des chercheurs, des défenseurs de droits humains, voire des romanciers, tels que Russel Banks (en particulier, son roman intitulé *Continental Drift* paru aux États-Unis d'Amérique en 1985).

Les boat-people ont été tristement rendus célèbres à cause de l'enfer de la base militaire étasunienne installée à Cuba, Guantanamo (où certains ont été reclus): symbole des nouveaux centres d'internement à l'instar des camps de concentration des Nazis et de la politique migratoire étasunienne axée sur l'hostilité et la guerre.

Aujourd'hui, on parle de ces migrants ou réfugiés, seulement quand ils sont morts noyés dans leur tentative désespérée d'atteindre les côtes étasuniennes de Miami ou d'autres îles de notre archipel. Ou pour faire du « *lamentarium* ».

Les migrants humanitaires

Un autre visage très récent de la migration haïtienne, ce sont des centaines de milliers de jeunes qui, surtout après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, ont quitté le pays pour se rendre en Amérique du Sud. Le Brésil, le Chili et, dans une moindre mesure, l'Équateur et le Venezuela ont reçu cette vague de « migration humanitaire », provoquée par une catastrophe environnementale.

Cependant, suite à la crise politique et économique au Brésil (à partir de la destitution de Dilma Rousseff en 2016) et au resserrement de l'étau autour des migrants au Chili (depuis la prise du pouvoir par Sebastián Piñera en 2018), ces Haïtiens se dirigent de plus en plus vers les États-Unis d'Amérique, en traversant le continent du sud au nord et en bravant toutes sortes de dangers naturels, animaux et humains en Amérique du Sud (surtout en Colombie et au long de la frontière de celle-ci avec le Panama) et les politiques migratoires hostiles des pays centraméricains, dont le Mexique et récemment le Guatemala.

L'urgence de construire une Autre Haïti possible

Nous sommes en face d'une hétérogénéité de plus en plus complexe de la migration haïtienne, alors que la notion très ductile de « diaspora » n'est pourtant appliquée dans la grisaille du quotidien qu'aux Haïtiennes et Haïtiens vivant dans des pays du Nord, dont les États-Unis, le Canada, la France principalement. Il faudrait valoriser des efforts qui ont récemment été consentis à travers l'arrêté présidentiel, sous l'administration Préval en 2011, ayant fait du 20 avril la journée nationale de la diaspora, ainsi que des initiatives louables (dont « *Premios de la Diáspora* ») visant à y inclure les Haïtiennes et Haïtiens résidant en République Dominicaine, à Cuba et aussi dans des pays de l'Amérique Latine.

Cependant, au-delà des représentations contradictoires de la « diaspora haïtienne », des nombreux visages de la migration haïtienne exclus de cette notion un peu « élitiste » et des débats sémantiques et conceptuels autour de cet objet de recherche scientifique, l'une des questions de fond reste et demeure celle-ci: comment créer des conditions socio-économiques et politiques en Haïti pour que l'émigration soit un choix -entre autres- et non pas une nécessité de survie pour la majorité des Haïtiennes et Haïtiens restés aux pays, surtout les jeunes ?

La recherche active d'une réponse critique et créative à cette question devrait unir toutes les Haïtiennes et Haïtiens se trouvant tant « dedans » que « hors pays » autour de l'urgence et de la nécessité impérieuse de construire une « Autre Haïti possible », où il fasse bon vivre aux bercails. Où nos concitoyennes et concitoyens à l'étranger soient bien représentés et où leurs droits soient promus et défendus avec brio et professionnalisme par une diplomatie haïtienne responsable, compétente, bien informée, de proximité et à la hauteur des défis de notre monde globalisé.

PAR CES MOTIFS

Nous, Me Paul PIERRE, juge en audience de divorce, ordinaire et publique du mercredi onze avril deux mille dix-huit, après avoir délibéré conformément à la loi, le Ministère Public entendu : nous déclarons compétent pour entendre cette affaire; accueillons l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée ; maintenons le défaut octroyé à l'audience précitée; ; admettons en conséquence le divorce de la dame Thony CELIN née Liberline LEGER d'avec son époux Thony Célin pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux; prononçons la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonnons à l'Officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens éditant à Port-au-Prince sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; commettons l'huissier Jean Janet Fanor de ce Tribunal pour la signification de ce jugement ; compensons les dépens. Ce qui sera exécuté.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul PIERRE, juge au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en présence de Me Wesley PAUL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Monsieur Homère RAYMOND, greffier, ce mercredi dix huit avril deux mille dix-huit (2018) ; An 215ème de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits

Me Benito Belfort, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur le sieur Pierre Gardy BORLOCHE, en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi dix mai deux mille dix-neuf contre la dame née Judith GUSTAVE; admet en conséquence le divorce des époux Pierre Gardy BORLOCHE contre son épouse la dame née Judith GUSTAVE pour injures graves et publiques, faits prévu à l'article 217 du code civil haïtien, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, au tort exclusif de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat civil de Port-au-Prince, section Nord, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.

Rendu de nous, Jean Osner Petit Papa, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi dix mai deux mille dix-neuf en présence du substitut commissaire du Gouvernement, Me Roger SIMPLICE, faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Ainsi signé : Jean Osner Petit Papa et Jean Serge DUVERT

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut déjà accordé, octroyé contre son épouse à l'audience du vingt deux avril deux mille seize et pour le profit se déclare compétent pour connaitre cettre action en divorce initiée par le sieur Ghemy Polimus, reconnait pour injures graves et publiques de l'épouse dans les circonstances sus-décrite. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux Ghemy Polimus de sa femme née Julianique David pour les causes sus-énoncée. Compense les dépens ; commet l'huissier Fritz Bernard de ce siège pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par devant nous, Me Michel GLAUDE. Av, Juge en l'audience civile en présence de Me Vana MANE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Me Jean Claude Novembre en ce jour du vingt-deux avril deux mille seize, An 213è de l'Indépendance.

Collationnée pour expédition conforme à la minute

PAR CES MOTIFS

Nous, Me Paul PIERRE, juge en audience de divorce, ordinaire et publique du mercredi onze avril deux mille dix-huit, après avoir délibéré conformément à la loi, le Ministère Public entendu : nous déclarons compétent pour entendre cette affaire; accueillons l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée ; maintenons le défaut octroyé à l'audience précitée; ; admettons en conséquence le divorce de la dame Valnor SAMEDI née Esther VALES d'avec son époux Valnor SAMEDI pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux; prononçons la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonnons à l'Officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens éditant à Port-au-Prince sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; commettons l'huissier Jean Janet Fanor de ce Tribunal pour la signification de ce jugement ; compensons les dépens. Ce qui sera exécuté.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul PIERRE, juge au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en présence de Me Wesley PAUL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Monsieur Homère RAYMOND, greffier, ce mercredi dix huit avril deux mille dix-huit (2018) ; An 215ème de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits

Me Benito Belfort, Avocat

Suite de la page (20)

en fanfare dans des lamentations et confessions vocales et verbales. *''Why now''*, reste de la marque déposée ; spécialement dans ces tournures dramatiques dont Arly a le secret, auréolées de *''sweet''* mélodies, et d'accélérations harmoniques, synthé-super-sonique, cordes synchronisés, *'' horn''* tonitruant, percussions adaptées, qui sont autant des ingrédients « Nu-Look ». D'autant, encore que ce morceau reste le premier à être lancé sur les réseaux. Ce qui lui donne un effet plus familier. *''Cauchemar''* résonne à la manière de ces jingles qui renvoient à tant d'autres sonorités « Nu-Look », avec ses empreintes inassouvies, son ***zouk*** assaisonnant par des synthés ardents, chorus inspirés, cordes méthodiques. Et le tout finit par muter vers un ***konpa*** plus stimulant ; permettant au tempo de se refaire de l'élan.

Et finalement :*" Fè chèlbè"* qui est un panégyrique à soi-même et aux ''posses", dans sa posture de ***rabodaj***. Battant le plein d'une œuvre favorable, dans la mesure qu'elle a réuni tous les agréments qui ont façonné l'identité du groupe. Notamment, en ajoutant 14 morceaux à un répertoire qui semblait encore intarissable. Toutefois, avec sa folie contagieuse, cette production n'est qu'un jalon des différentes étapes du groupe qui de :*"Abó/Big mistake"*, en passant par *''Confirmation"*, jusqu'à *" No stress"*, semble entretenir les paramètres qui ont fait le succès de l'artiste et du groupe. Il est vrai qu'on soit à reculons au niveau des textes. Car à part les éternelles complaintes amoureuses, l'interprète de *''Pays, jeunesse et futur", ''Haiti, quel espoir"," Apparences trompeuses"*, etc. n'a pas pipé une note sur la grande lutte que mène la majorité souffrante d'Haïti contre la tyrannie et l'oppression.

Alors quid du pétro, maestro ? Le chansonnier Jean-Jean Roosevelt n'est pas le seul artiste connu à avoir des vocations patriotiques. Alors au risque de froisser une certaine confrérie, on chante en vain si nos voix feignent d'ignorer nos droits. Cela dit, *'No stress"* demeure un relais d'une épopée qui tient à se renouveler dans la diversité, sans renoncer à son originalité.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









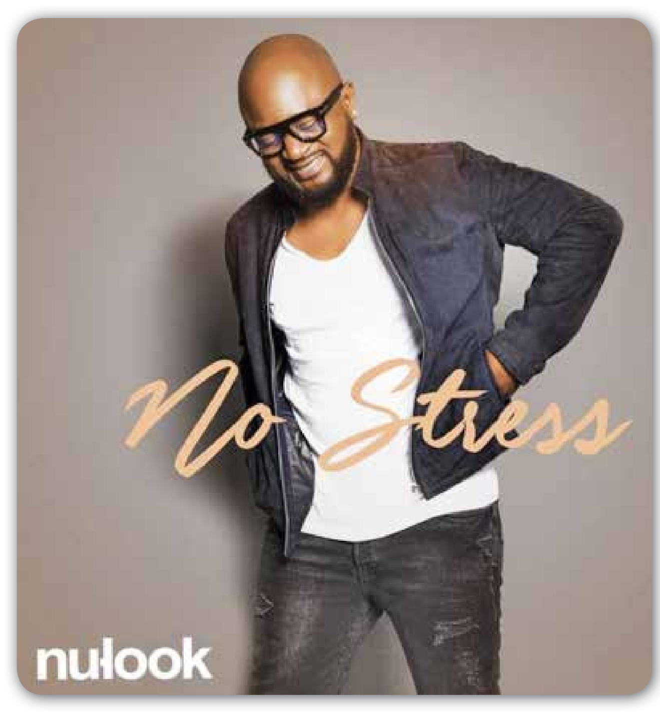


Revue du disque de Nu Look : « No Stress »

Par Ed Rainer Sainvill

Comme à l'accoutumée, Arly et son « Nu-Look » nous sont revenus, dans un énième microsillon qui s'emploie autant à ne pas faire table rase des caractéristiques sonores qui sont devenues des rituelles quotidiennes d'une cohorte d'inconditionnels. Lesquels, attendent qu'il s'emmène avec ses cargaisons ''lariviénnes '', afin d'aller s'abriter derrière ses complaintes et satisfactions, ses rêves et illusions qui deviennent alors des justifications à une manière d'exulter. Alors ***''No Stress''*** avec ses doses d'émotions, de vibrations et de compositions, et aussi avec ses recoins et repères attendus, n'a pas failli non plus à la tradition. Avec comme intro :***" Pa bezwen konnen"***, dans une allure de feu et des extravagances à la clef. Un domaine qu'Arly s'attelle à juguler avec dynamisme, pour prouver qu'il a les facettes nécessaires, pour être à la fois le crooner et le galvaniseur de la scène ambiante.

A même de faire échoer les slogans, sous l'emprise des cordes expressives avec intercurrence. Dans la foulée, nous surgit :***"A cœur ouvert"***, montrant un « Nu-Look » et son maestro tout aussi inspirés, dans une gratification qui n'est que du pur produit de ré-emballage. Alors qui va se plaindre d'un peu d'ingéniosité et de romance ? En plus, que de vives explorations musicales qui propulsent une synchronisation accrue, des claviers, et des cordes chaperonnant des



percussions et chorus imbibés d'arrangements créatifs ! Pour projeter un Arly au sommet de ses excentricités vocales. Avec un peu de*" reggaie-tone"* et de *''house -music"*, tout infusé de katas et d'exaltantes chorégies, ***'Elle"***, avec ses textes ''fran-glais" est surtout destiné à un public global, ce qui permet de mettre tout le monde au pas.

''Poukisa ?"nous est servi sur un air plutôt habituel, un peu langoureux avec son orientation ***zouk-lov***, et, qui a finalement trouvé ses bases dans un ***konpa*** remorqueur. Entaché d'arrangements expressifs et d'exécutions schématiques au gré de guitares allégoriques et, tournant à la merci des envolées de Larivière dans un numéro qui lui va comme un gant. ***''Deyò a cho"*** est alternativement servi entre démarche envoutante et tempo posé. Avec des thèmes ramenant souvent à des indivis. Alors, pas la peine de se raviser, pour ne pas confondre ses fans, au risque de frôler le psalmodique. Conçu pour les adhérents à la page ; des mille-et-une bacchanales, ***'' I am not ready"***, tout paré de son épanchement ***zouk***, ses revirements ***hip-hop***, jusqu'aux tentations ***konpa***, s'exhibe dans la convenance de cordes pittoresques, et de multi-rythmique émaillés de chorégies colorées et de diversités vocales ; dont celle d'Arly domine comme à la parade.

''Se menm nou menm nan", démarre en trombe dans un style qui n'est point la zone de confort du maestro, et qui est rejoint au podium par le fameux Jacob Desvarieux du légendaire groupe « Kassav », lequel y injecte son brin de vocaliste drolatique et de sa guitare *''rock&rollant* ''. Là encore, Arly a mis son esprit conquérant dans un ***konpa*** pétillant, sans ambigüité. En mettant le grappin dans des nappes sonores de diverses influences. Bien déposé.***" Ton opinion, mon choix"*** projette le A.L prépondérant, faiseur de mélodies et émotivité à fleur de peau, *''pitch* ' modulant, orchestration dépouillée. Avec des relais et transpositions, donnant voie à des synthés dominants, des cordes usitées sur une allure orchestrale, et une quinte diminuée qui donne à ce morceau l'apparence d'une ballade rythmée, et tant de latitude à Arly pour se mouvoir dans ses prouesses vocales.

''Mwen wè kou a '' s'inspire de ces envolées lyriques qui font feu de tout bois à l'endroit d'un compétiteur quelconque ; soit réel ou imaginaire. Et c'est le temps de laisser l'artiste faire face à ses fantaisies ou rancœur dans un air on ne peut plus sonal. Puis, au son d'un prologue d'une trompette signée-Déjean, ***''Cœur blessé",*** évidemment demeure du classique Arly, trônant avec son « Nu-Look », dans une création imbibée de vibration supplée par des transpositions et des arrangements précieux, des cuivres brillants, des cordes voluptueuses et des synthés captivants. Catapultant un Larivière dans son domaine, et qui n'en demande pas mieux pour exceller. ***''Pa enmèdem"***, Quel toupet ! et quelle indélicatesse d'avoir chipé la femme d'un autre, et lui jeter cette invective au nez ! si le texte laisse à désirer, en revanche la musique regimbe et exulte dans ce battement aux colorations rustiques avec ses percussions et katas métronomiques, ses guitares allusives et vivides, ainsi bien que des chorus qui en font une pièce attirante.

Avec son ***mariachi*** en ouverture, et relayée par cette intronisation complexe de Arly ; naviguant du grave à l'aigu ; avant de s'élancer

suite à la page(19)